



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Canal Seine-Nord Europe : un levier de croissance stratégique pour le Port du Havre (Gazette de Normandie)
- Au Havre, GMP digitalise ses ordres de transport avec MouvOne (Gazette de Normandie)
- "On n'arrive pas à comprendre" : à Grand-Quevilly, les salariés de Ziegler sous le choc du redressement judiciaire (France Bleu)
- Le transporteur Ziegler France au point mort, 130 salariés dans l'angoisse près de Rouen (France 3)
- Saint-Étienne-du-Rouvray. Grève chez Eiffage Énergie Systèmes Clevia pour une hausse des salaires (Paris Normandie)

Décès d'un collégien

- Yvetot. Un collégien décède lors d'un voyage scolaire en Grèce (Tendance Ouest)
- Yvetot. Décès d'un collégien en voyage scolaire : les causes du drame sont encore inconnues (Courrier Cauchois)
- Un collégien d'Yvetot fait une chute mortelle en voyage scolaire en Grèce, une cellule psychologique mise en place (France Bleu)

Sécurité

- Seine-Maritime : qui est le nouveau patron de la police nationale ? (Paris Normandie)
- Le Havre. Il roule à 130km/h au lieu de ... 50km/h : le conducteur en garde à vue (Tendance Ouest)
- Une voiture fait plusieurs tonnes sur l'A13 près de Rouen, trois enfants blessés (France Bleu)
- Un violent incendie mobilise une trentaine de pompiers près de Rouen (France Bleu)
- Un entrepôt désaffecté prend feu en pleine nuit à côté de Rouen, une trentaine de pompiers mobilisés (France 3)

Social et société

- "Toutes des sales connes" : à Rouen, près d'un millier de manifestants pour défendre les droits des femmes (France Bleu)
- Témoignages. "J'ai des cauchemars qui reviennent", la douloureuse reconstruction de Géraldine et Patricia, victimes de violences sexuelles (France 3)
- Au Havre, une manifestation pour les droits des femmes "du monde entier" (76 actu)

- Elbeuf : prévention, sensibilisation et culture pendant un mois pour les droits des femmes (76 actu)
- Des délais trop longs à la MDPH : à Dieppe, ce père se bat pour son fils lourdement cardiaque (76 actu)
- À Rouen, une journée des droits des femmes très politique à une semaine des élections municipales (Paris Normandie)

Environnement

- Environnement. Les 1 100 loups français seront moins protégés par les pouvoirs publics (Courrier Cauchois)
- « Une boucherie » : les cerfs vont-ils disparaître à cause de la chasse en forêt de Roumare ? (76 actu)
- Sable du Sahara et pollution : en Normandie, la qualité de l'air se dégrade fortement en cette fin de semaine (Ouest France)
- Pollution de l'air en Seine-Maritime. Pourquoi le préfet va-t-il lever la procédure d'alerte lundi 9 mars ? (Courrier Cauchois)

Collectivités locales et équipements publics

- Près de Rouen, cette ville s'impose un budget réduit pour « ne pas gager l'avenir » avant les municipales (76 actu)
- Près d'Elbeuf, la bibliothèque municipale et les bureaux de vote déménagent (Paris Normandie)
- Appel à projets pour les Bains à Dieppe : les candidats ont jusqu'à fin avril pour se déclarer ! (Paris Normandie)
- Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département (Paris Normandie)
- La stèle des marins de Mers et Marine's de Dieppe endommagée va être restaurée (Paris Normandie)

Agriculture

- « Je ne me paye quasiment aucun salaire » : l'appel à l'aide d'un agriculteur près de Rouen (Paris Normandie)

Éducation

- « La Normandie est un vivier politique et militant » : rencontre avec des étudiants en science politique (Paris Normandie)

Transport

- Ligne de trains Paris-Rouen-Le Havre : choc avec un animal près de Bolbec, des retards à prévoir (76 actu)

Politique

- Seine-Maritime. Coup de stress pour un candidat aux municipales : ses bulletins de vote recalés après un premier contrôle pourtant favorable (Courrier Cauchois)
- Vattetot-sous-Beaumont. Ne plus rayer les noms : "C'est une bêtise" (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026. A Bolbec, un colistier RN au cœur d'une polémique pour des publications racistes (Courrier Cauchois)

- "Elles m'ont horrifié" : un colistier RN visé par une plainte à Bolbec après avoir partagé des publications racistes et islamophobes (France 3)
- À Bolbec, entre Rouen et Le Havre, les sorties racistes numériques d'un candidat RN (Le Poulpe)
- Municipales 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray : quelles sont les forces en présence dans ce bastion communiste ? (76 actu)
- Municipales 2026. À Sotteville-lès-Rouen, beaucoup de cyclistes et peu d'aménagements (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Rouen. Au meeting de Maxime Da Silva (LFI) à la Halle aux toiles : RIC et rap (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Nadia Mezrar veut « continuer d'agir » avec « sérieux et ambition » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Daniel Leblanc veut créer une brigade spécialisée contre les violences domestiques (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen. Quatre listes, trois thèmes : logement, éducation, sécurité (Paris Normandie)
- Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule liste en course (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Marc-Antoine Tétrel mise sur l'innovation et une gestion saine pour Manéglise (Paris Normandie)
- Municipales. Le Havre en Débat pour « plus de transparence et de concertation citoyenne » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Avec « En action pour Cany-Barville », Éric Toullic se rend disponible pour sa ville (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Pourquoi autant de conseillers municipaux à Petit-Caux qu'à Nice ? (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Tourville-sur-Arques, modernité et virage environnemental pour Yoann Collin (Paris Normandie)

Santé

- Face aux besoins croissants en santé mentale, l'hôpital du Rouvray créé de nouvelles unités (76 actu)

Acteurs publics

- Après la fin du corps, l'inspection générale de l'administration renforce la transmission de ses valeurs
- Dans la fonction publique territoriale, les femmes gagnent moins... sauf dans le top 10 des rémunérations
- Le Comité des finances locales ménage les intercommunalités sur la répartition de la DGF

Canal Seine-Nord Europe : un levier de croissance stratégique pour le ...

Par L.R

3-4 minutes

En bref

L'infrastructure majeure du futur axe Seine-Escaut franchit une étape décisive. Le groupement Canaleau vient de remporter le contrat pour la construction du pont-canal de la Somme, représentant un investissement global supérieur à 440 millions d'euros HT. Ce maillon stratégique, dont la mise en service est prévue à l'horizon 2031-2032, permettra de relier directement le port du Havre au réseau fluvial du nord de l'Europe.



La Vallée de l'Oise à Chiry-Ourscamp. ©SCSNE-FAR-scaled

Publié le 6 mars 2026 - Mis à jour le 6 mars 2026

Le marché de conception-réalisation de cet ouvrage monumental, long de 1,33 kilomètre, affiche une structure financière détaillée. La majeure partie des travaux est confiée aux filiales de Bouygues Construction (Bouygues Travaux Publics et Bouygues Travaux Publics Régions France) pour un montant de 295,2 millions d'euros. Le partenaire Razel-Bec assure, de son côté, une tranche de 126,5 millions d'euros. Enfin, la mission de conception, incluant

l'ingénierie et l'architecture, représente un investissement de 18,7 millions d'euros.

Le Havre : un carrefour stratégique vers l'Europe du Nord

Pour le port du Havre, ce pont-canal est un levier de croissance majeur. En améliorant la connectivité fluviale et les capacités de déchargement, il renforce l'attractivité de la place portuaire auprès des logisticiens internationaux. L'ouverture de ce corridor vers les marchés européens devrait générer des volumes de fret supplémentaires.

Le calendrier opérationnel est désormais fixé : les études et travaux préparatoires se poursuivront jusqu'au premier semestre 2027, suivis de la phase de construction jusqu'en 2030. Au-delà de la prouesse technique, ce chantier stimule l'économie locale via des emplois dans le BTP et des marchés de services. Cette dynamique vise à accroître la compétitivité du corridor Seine-Nord, avec des bénéfices directs pour les acteurs logistiques et industriels liés à l'axe fluvial.

Au Havre, GMP digitalise ses ordres de transport avec MouvOne

Par Chloé Guerout

3-4 minutes

Dossier

Au Havre, la Générale de manutention portuaire (GMP) automatise la gestion de ses ordres de transport routier grâce à la plateforme MouvOne de Soget.



Le port du Havre © DR

Publié le 9 mars 2026 - Mis à jour le 9 mars 2026

Au Havre, la Générale de manutention portuaire (GMP), acteur historique du transport et de la traction portuaire, accélère la digitalisation de ses opérations logistiques. L'entreprise s'interconnecte désormais à MouvOne, la solution développée par l'éditeur de logiciel Soget pour gérer de manière collaborative les ordres de transport routier.

L'intégration permet d'automatiser les échanges entre GMP et les systèmes de gestion du transport (TMS) de ses clients. Les commandes sont ainsi intégrées automatiquement dans les outils de l'entreprise, sans ressaisie manuelle, et partagées en temps réel avec les donneurs d'ordre.

«MouvONE permet à nos clients de bénéficier d'une logistique plus fluide et plus lisible, avec un niveau de transparence renforcé. Il s'agit d'une avancée concrète au service de leur performance et de notre engagement opérationnel», déclare Louis Jonquière, directeur général de GMP.

Une meilleure visibilité pour les acteurs portuaires

La solution automatise également la transmission d'informations clés. Les tractionnaires sont informés en temps réel de l'avancement des opérations et les codes d'accès pour les chauffeurs, appelés TCT (Token Codes for Truckers), sont transmis directement aux conducteurs. Cette organisation réduit les échanges manuels et raccourcit les délais de traitement, tout en améliorant la fiabilité des flux logistiques.

« MouvONE incarne notre vision d'une logistique portuaire collaborative, où les systèmes s'interconnectent naturellement pour créer de la valeur collective», souligne Julien Prével, directeur général de Soget.

Avec ce déploiement, GMP poursuit la modernisation de ses opérations de transport routier. L'objectif est de renforcer la fluidité de la chaîne logistique et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs portuaires. *« Plus les entreprises s'interconnecteront à cette plateforme, plus la fluidité et la compétitivité de la place portuaire s'en trouveront renforcées»*, ajoute Franck Soulé, secrétaire général du Syndicat des transitaires du Havre (STH).

"On n'arrive pas à comprendre" : à Grand-Quevilly, les salariés de Ziegler sous le choc du redressement judiciaire - ICI

Lila Lefebvre

5-7 minutes

Les salariés de Ziegler à Grand-Quevilly se sont mobilisés ce vendredi 6 mars 2026. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le vendredi 6 mars 2026 à 18:01

Les 127 salariés du site Ziegler de Grand-Couronne (Seine-Maritime) se sont rassemblés ce vendredi 6 mars 2026, quatre jours après l'annonce du placement en redressement judiciaire de l'ensemble de la filiale française du groupe belge Ziegler.

"On n'arrive pas à comprendre, on n'a pas vu les choses venir, on le vit très, très, très mal", soupire Adama Faye, chauffeur depuis 20 ans chez Ziegler à Grand-Quevilly, dans la métropole de Rouen, **où les 127 salariés ont manifesté**, ce vendredi 6 mars 2026. Lundi 2 mars, Ziegler France a été placé en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lille. Il comporte 58 sites en France, dont trois en Seine-Maritime (Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Saint-Étienne-du-Rouvray et Le Havre), et emploie plus de 1.400 personnes en France.

Chaque salarié a accroché un petit papier blanc sur son gilet avec le nombre d'années passées chez Ziegler, 20 pour Adama Faye, chauffeur : *"On n'arrive pas à comprendre, on n'a pas vu les choses venir, on le vit très, très, très mal. C'est un travail que j'aime énormément. Je ne la considère même pas comme une entreprise, pour moi, c'est une famille."*

"Pourtant, on fonctionnait bien, on avait des clients"

"C'est dommage qu'aujourd'hui, qu'on se retrouve dans une situation comme ça et on n'arrive pas à comprendre", poursuit-il. Les 127 salariés du site de Grand-Quevilly ont découvert les difficultés financières de Ziegler France seulement en

décembre dernier : **6 millions d'euros de déficit sur l'ensemble des 58 sites.** *"Pourtant, nous, on fonctionnait bien, on avait des clients",* déplore Christophe Escudier.

127 emplois sont menacés à Grand-Quevilly, 1.400 partout en France. © Radio France - Lila Lefebvre

Début février, Ziegler fait appel au tribunal de commerce de Lille pour se faire accompagner. Et le couperet est tombé ce lundi 2 mars : Ziegler France est placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lille. Le plan de redressement débute par une période d'observation pour *"établir un diagnostic approfondi de la situation économique et financière de l'entreprise, restructurer son endettement dans un cadre sécurisé et élaborer un plan de redressement pérenne"*, indique Ziegler France dans un communiqué.

"Le redressement aurait dû avoir lieu bien avant"

L'entreprise explique dans ce communiqué que *"cette décision intervient dans un contexte général complexe, marqué par la hausse des coûts de l'énergie et du carburant, la situation géopolitique complexe, la pression concurrentielle accrue, la dégradation et la perte de certains contrats, qui ont fortement pesé sur la trésorerie de la société et sur ses équilibres financiers"*.

"Le redressement judiciaire aurait dû avoir lieu bien avant pour pouvoir garder nos clients, pour continuer l'activité, regrette encore Christophe. *"Il y a une ou deux semaines, on pouvait dire oui, on peut sauver quelque chose, mais là, je ne pense pas,* ajoute Amada. *Ça fait 20 ans que je travaille ici et je n'ai jamais vu Ziegler dans cet état. Il ne reste plus rien, plus personne ne vient au travail."*

Les tracteurs des camions sont à l'arrêt, faute de clients. © Radio France - Lila Lefebvre

"Vivement que ça se termine"

Karine, elle, travaille dans les bureaux et elle préférerait être licenciée que d'attendre : *"Vivement que ça se termine, qu'on passe à autre chose, qu'on tourne la page, on a plus de fond de commerce, on a plus rien. Donc voilà, c'est foutu"*. Ce redressement judiciaire a tout de même permis aux salariés de toucher leur salaire du mois de février, avec une semaine de retard.

- [Économie locale](#)
- [Entreprises](#)

Le transporteur Ziegler France au point mort, 130 salariés dans l'angoisse près de Rouen

Écrit par Sylvie Callier

4-6 minutes

Les camions restent à quai dans l'entreprise de transport Ziegler de Grand-Quevilly en Seine-Maritime. Quatre-vingts salariés se sont rassemblés ce 6 mars 2026 pour alerter l'opinion et les élus. La société Ziegler France a été placée en redressement judiciaire le 2 mars dernier. Pourquoi avoir attendu si tard ? se demande le personnel, qui avait vu que les clients n'étaient plus là.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Ziegler, c'est un nom bien connu dans le monde du transport routier. La société créée en Belgique remonte à 1908. Un groupe familial qui s'est développé dans le monde. La 4e génération était encore aux commandes en janvier 2026, avec Diane Govaerts, 41 ans. Le 26 janvier dernier, son [départ prononcé](#) par le conseil d'administration était signe de turbulences.

A Grand-Quevilly, près de Rouen, depuis plusieurs semaines, le personnel avait compris que la situation financière était mauvaise. Les moyens de paiement pour l'entreprise étaient rejetés. Ils avaient constaté que les "gros clients" étaient partis.

On ne pouvait plus faire de gasoil pour partir en tournée, les péages, c'était très compliqué. L'assistance panne ne fonctionnait plus.

Christophe, chauffeur de messagerie "Ziegler France"

Christophe, chauffeur, confie qu'il était justement tombé en panne

le 27 février et que depuis lundi avec ses collègues il s'était mis en droit de retrait "pour la sécurité".

[Le groupe de transports Ziegler a été fondé en Belgique en 1908. La 4e génération était représentée par Diane Ziegler. La présidente du groupe a quitté cette fonction en janvier 2026. • © B. Belamri/ France Télévisions](#)

L'entreprise Ziegler France a été placée en redressement judiciaire le 2 mars 2026 par le tribunal de commerce de Lille. Ce 6 mars à Grand-Quevilly, comme sur le site Bayeux, le personnel s'est rassemblé et a expliqué à la presse sa situation. Une grande détresse devant l'incertitude pour les prochains mois.

On a besoin de travailler, on a une famille à nourrir. On a besoin de se lever le matin pour dire que l'on va au travail.

Adama, responsable de quai chez Ziegler à Grand-Quevilly

VIDEO- Reportage de D. Sirri-Ourad et B. Belamri à Grand-Quevilly

durée de la vidéo : 00h01mn42s



Le 2 mars 2026, Ziegler France, entreprise de transports et logistique a été placé en redressement judiciaire. Il compte 58 agences en France, et emploie 130 personnes à Grand-Quevilly près de Rouen. Le groupe a perdu beaucoup de clients et fait face à des pertes financières. Interviews de Adama Faye, responsable de quai, Christophe Escudier chauffeur de messagerie. • ©D. Sirri-Ourad/B. Belamri/ France Télévisions

Dans un communiqué du 3 mars, la direction de Ziegler France déclare poursuivre son activité. Elle annonce que la période d'observation "doit permettre d'établir un diagnostic approfondi de la situation économique, financière de l'entreprise, restructurer son endettement dans un cadre sécurisé et élaborer un plan de redressement pérenne".

Sur les causes de la situation financière, l'entreprise explique :

Cette décision intervient dans un contexte général, complexe, marqué par la hausse des coûts de l'énergie du carburant, la situation géopolitique complexe. La pression concurrentielle a accru la dégradation et la perte de certains contrats qui ont fortement pesé sur la trésorerie de la société et sur ses équilibres financiers.

Communiqué de presse de Ziegler France, le 3 mars 2026

[Ziegler France](#) compte 58 agences en France et emploie près de 1400 personnes.

Saint-Étienne-du-Rouvray. Grève chez Eiffage Énergie Systèmes Clevia pour une hausse des salaires

Paris Normandie

4-5 minutes

Des salariés d'Eiffage ont débuté ce vendredi 6 mars 2026 au matin un mouvement de grève pour une durée illimitée. Au-delà de Saint-Étienne-du-Rouvray, d'autres sites normands sont concernés.



Une vingtaine de salariés tenaient le piquet de grève ce vendredi 6 mars 2026 au matin. - Paris Normandie



Publié: 6 Mars 2026 à 19h00 Temps de lecture: 1 min

Les employés du site d'Eiffage Energie Systèmes Clévia Normandie de [Saint-Étienne-du-Rouvray](#) ont débrayé dès leur prise de poste du matin, ce vendredi 6 mars 2026. Un piquet de grève s'est formé vers 7 h 30 devant les grilles de l'entreprise installée à l'entrée du parc d'activités La zone Olivier.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À la manœuvre, le syndicat Force ouvrière, qui dit accompagner

plus qu'être à l'instigation du mouvement. Sur les 70 salariés de la branche énergie de l'entreprise sur place, une vingtaine étaient effectivement grévistes. « *D'autres sont peut-être restés chez eux, et d'autres pourraient suivre le mouvement* », appuyait Jérémy Anthore, technicien de maintenance sur le site. Ses collègues évoquent d'autres grévistes au Havre, à Alençon ou à Giberville (Calvados), au siège.

Climat de travail dégradé

Tous se mobilisent suite au retour qui leur a été fait par la direction quant aux NAO, les négociations annuelles obligatoires tenues en interne « *fin janvier, début février, renseigne l'un d'eux. En vingt ans, nos primes ont baissé de moitié. Le groupe a réalisé plus 9,7 % de bénéfices l'an dernier, et nos salaires n'augmentent que de 1,8 %, avance-t-il encore. Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans.* »

Au-delà, Jérémy Anthore et les autres dénoncent un climat de travail qui se dégrade au sein de l'entreprise. « *Le baromètre social est en chute libre ! Nos charges de travail augmentent, les départs se succèdent et ils ne sont pas remplacés. Le mois dernier on a eu cinq sorties pour seulement deux rentrées.* » Nous n'avons pu joindre la direction d'Eiffage.

Lire aussi



[Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule liste en course](#)



Yvetot. Un collégien décède lors d'un voyage scolaire en Grèce

Lilian Fermin

1-2 minutes

Un voyage scolaire qui a tourné au cauchemar pour les élèves du collège privé catholique Bobée à Yvetot, en Seine-Maritime. Le jeudi 5 mars, en fin de journée, l'un des jeunes a perdu la vie, révèlent nos confrères du [Courrier Cauchois](#). La soixantaine de collégiens se trouvait alors en Grèce, à Athènes. Si les causes du drame ne sont pas identifiées pour le moment, une enquête est bien sûr en cours.

Une cellule psychologique mise en place pour accompagner les élèves au retour en Normandie

Les élèves ont depuis retrouvé leurs parents dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mars, en Normandie, étant accueillis par des psychologues. *"Dès lundi, à la reprise des cours, quinze psychologues seront dans l'établissement, à la fois pour les enfants et pour les adultes"*, a déclaré Olivier Chaput, chef de l'établissement, toujours auprès du *Courrier Cauchois*.

Yvetot. Décès d'un collégien en voyage scolaire : les causes du drame sont encore inconnues

Nicolas Durand avec correspondant

~2 minutes

Les élèves du collège Bobée en voyage scolaire sont rentrés dans la nuit du 6 au 7 mars après une heure du matin. Il était difficile pour la rédaction du *Courrier Cauchois* d'en parler avant leur retour. Un élève, parmi la soixantaine de collégiens qui participaient à ce voyage scolaire en Grèce, est décédé jeudi 5 mars aux alentours de 21 heures. *"Aussitôt, les professeurs ont été hyper réactifs"*, confie Olivier Chaput, le chef d'établissement. Pour l'heure, les causes du drame ne sont pas connues. Une enquête est en cours.

Des psychologues à la descente du car

En retrouvant leurs parents cette nuit, les élèves ont également été accueillis par six psychologues de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP). Ces derniers étaient également à la disposition des parents trente minutes avant l'arrivée du car. *"La sous-préfète a appelé vers 2 heures du matin"*, poursuit le chef d'établissement. *"Nous avons vraiment été soutenus. La préfecture a envoyé un représentant du consulat en Grèce pour les aider sur place."*

Le directeur du collège Bobée remercie par ailleurs tous les services qui ont été et restent mobilisés depuis la catastrophe.

Une cellule psychologique en place dès lundi

"Dès lundi, à la reprise des cours, 15 psychologues seront dans l'établissement, à la fois pour les enfants et pour les adultes", informe Olivier Chaput. *"C'est un drame pour nous tous"*.

Un collégien d'Yvetot fait une chute mortelle en voyage scolaire en Grèce, une cellule psychologique mise en place - ICI

ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

4-5 minutes

Le reste du groupe doit rentrer à Yvetot dans la nuit de vendredi à samedi, où des secouristes du SAMU les prendront en charge. © Maxppp - Alexandre Marchi

Publié le vendredi 6 mars 2026 à 18:57

Un collégien scolarisé en troisième au collège Bobée d'Yvetot est décédé dans la nuit du 5 au 6 mars après avoir chuté d'un immeuble à Athènes, en Grèce, où il était en voyage scolaire avec 62 autres camarades. La piste accidentelle est retenue, nous indique le parquet de Rouen.

Le 5 mars 2026 vers 20 heures, un collégien de 14 ans, scolarisé dans l'établissement privé catholique Bobée d'Yvetot, a fait une chute depuis un immeuble à Athènes, en Grèce, où il était en voyage scolaire avec 62 autres élèves. L'adolescent est décédé dans la nuit à l'hôpital, une enquête est ouverte en Grèce, avec l'aide de la brigade de recherches d'Yvetot. **La piste accidentelle est retenue**, nous indique le parquet de Rouen.

Les 63 collégiens et leurs six accompagnateurs sont partis pour un séjour en Grèce de quatre jours, de lundi à vendredi. La chute s'est produite dans la nuit de jeudi à vendredi. Dans des circonstances encore inconnues, l'adolescent est tombé d'une fenêtre de l'auberge de jeunesse où le groupe séjournait.

Une enquête a été ouverte par la police grecque, qui s'oriente vers un accident. Parallèlement, le procureur de la République de Rouen a ouvert une enquête miroir "*en recherche des causes de la mort*". Enquête confiée à la brigade de recherches de la gendarmerie d'Yvetot, mais qui n'a pas vocation à mener des investigations sur les circonstances du drame. En revanche, elle pourrait permettre, si besoin, de mener des auditions

complémentaires à la demande des autorités grecques.

Le reste du groupe doit rentrer à Yvetot dans la nuit de vendredi à samedi, où des secouristes du Samu les prendront en charge.

Une cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) a été envoyée. Une cellule psychologique composée de médecins du rectorat et du diocèse de Rouen sera ensuite ouverte à tous les élèves et aux parents et enseignants au sein du collège, dès 9 heures ce lundi 9 mars. L'établissement accueille un millier d'élèves.

- [Accident](#)
- [Secours – Pompiers](#)
- [Collège](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Il n'y aura pas de voyage scolaire en Angleterre ou en Espagne, mais seulement en Allemagne pour les élèves de troisième du collège Geneviève de Gaulle-Anthonioz du Neubourg (Eure). Les élèves concernés montent au créneau ce 29 septembre et sont prêts à mobiliser "jusqu'au bout".

Le 29/09/2025 à 17:42

- Un étudiant de 29 ans a chuté d'une passerelle sur le campus Pasteur de l'université de Rouen-Normandie, ce mercredi 12 mars, vers 14h30. Le parquet de Rouen privilégie l'hypothèse de la tentative de suicide. L'université a ouvert une cellule psychologique.

Le 12/03/2025 à 18:15

- Des individus ont jeté des bouteilles dans la cour de récréation du collège Jules-Vallès au Havre ce mercredi matin, provoquant deux explosions. Personne n'a été blessé mais les élèves et le personnel ont été confinés pendant près de deux heures.

Le 21/05/2025 à 12:16

Seine-Maritime : qui est le nouveau patron de la police nationale ?

B. L.

4-5 minutes

Nomination. Originaire du Havre, le contrôleur général Patrick Longuet, actuellement en poste à Mayotte, prendra prochainement la tête de la direction interdépartementale de la police nationale de la Seine-Maritime. Ce policier chevronné a déjà travaillé au Havre et à Rouen.



Depuis l'été 2024, Patrick Longuet était directeur territorial de la police nationale de Mayotte, à Mamoudzou



Par B. L.

Publié: 8 Mars 2026 à 16h29 Temps de lecture: 2 min

Les policiers seinomarins auront bientôt un nouveau patron. « Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 2 mars 2026, M. Patrick Longuet, contrôleur général des services actifs de la police nationale, directeur territorial de la police nationale à Mamoudzou

(Mayotte), est nommé contrôleur général des services actifs de la police nationale, directeur interdépartemental de la police nationale de la Seine-Maritime à Rouen (76), pour une durée de trois ans, à compter du 20 avril 2026, renouvelable dans la limite d'une durée totale d'occupation du même emploi de six ans ».

Originaire du Havre, le commissaire Longuet, âgé de 53 ans, n'est pas inconnu dans la région puisqu'il a déjà occupé par le passé les fonctions de chef de la division nord à Rouen, chef des services de sécurité publique et de police judiciaire au Havre, puis chef du district de police du Havre.

Un policier chevronné

Actuellement directeur territorial de la police nationale de Mayotte, celui qui sera bientôt à Rouen à la tête du renseignement territorial, de la police judiciaire, de la Sécurité publique et de la police aux frontières a également travaillé à Marseille et Aix-en-Provence, ainsi qu'à l'état-major de l'ancienne direction centrale de la sécurité publique à Paris. Policier chevronné, l'homme est habitué aux postes « difficiles ».

Arrivé à Rouen en 2022, son prédécesseur en Seine-Maritime, le contrôleur général Nicolas Bouferguène, est lui muté à Metz, en Moselle.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : loin de la Porte Océane, le HAC se prend encore les pieds dans le tapis](#)

[Football – HAC : sanctionné, Timothée Pembele n'était pas du voyage à Brest](#)

[VIDÉO – HAC. « On prend deux buts absolument horribles », regrette Didier Digard](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Le Havre. Il roule à 130km/h au lieu de ... 50km/h : le conducteur en garde à vue

Lilian Fermin

~1 minute

Un énorme excès de vitesse que déplorent les policiers de la Seine-Maritime. Des motards de la CRS UMZ Ouest effectuaient hier, samedi 7 mars, un contrôle de vitesse tout près du stade Océane, sur le boulevard Leningrad. Ils ont ainsi intercepté un automobiliste qui roulait à l'impressionnante vitesse de 130km/h en ville, alors que la vitesse y est limitée à 50km/h.

Permis retiré et véhicule saisi

"Le boulevard Leningrad n'est pas une piste de circuit, même si le stade est voisin", rouspètent les forces de l'ordre. Le conducteur a vu son véhicule être confisqué, et son permis retiré. Il a été placé en garde à vue par les policiers.

Une voiture fait plusieurs tonnes sur l'A13 près de Rouen, trois enfants blessés - ICI

Emma Dehoey

~3 minutes

Une voiture a fait plusieurs tonnes sur l'A13 à Criquebeuf-sur-Seine. © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le samedi 7 mars 2026 à 11:55

Dans un accident de la route ce samedi 7 mars 2026, une voiture a fait plusieurs tonnes sur l'A13 au niveau de Criquebeuf-sur-Seine. Dans le véhicule retourné sur la route, il y avait trois enfants âgés de 6 ans à 9 ans et une jeune femme de 24 ans.

Une voiture s'est retrouvée sur le toit sur l'A13 au niveau de Criquebeuf-sur-Seine ce samedi 7 mars 2026, après avoir fait **plusieurs tonnes**. Ce véhicule est le seul impliqué dans cet accident de circulation, qui s'est déroulé à 10h30. Une dizaine de pompiers de l'Eure, équipés de trois engins, sont intervenus, aux côtés de la gendarmerie.

Les enfants transportés à l'hôpital

À l'intérieur du véhicule se trouvaient trois enfants. Il s'agit d'un **garçon et d'une fille de neuf ans**, et d'un **garçon de six ans**. Ils ont tous les trois été légèrement blessés et **transportés au centre hospitalier** d'Elbeuf. L'adulte, qui conduisait la voiture, n'a pas été blessé, mais les a accompagnés à l'hôpital.

Pour l'instant, les raisons de cet accident restent inconnues.

- [Accident](#)
- [Accidents de la route](#)
- [Sécurité routière](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Un violent incendie mobilise une trentaine de pompiers près de Rouen - ICI

Emma Dehoey

3–4 minutes

Un important incendie a mobilisé 32 pompiers à Bonsecours, près de Rouen. (image d'illustration) © Maxppp - Josselin Clair

Publié le dimanche 8 mars 2026 à 9:57

Une trentaine de pompiers se sont battus contre les flammes vigoureuses dans un entrepôt désaffecté dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mars 2026 à Bonsecours, près de Rouen.

Un immense panache de fumée était visible depuis les quais de Seine, près de Rouen, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mars 2026. Le premier étage de l'**entrepôt désaffecté**, situé rue de la République à Bonsecours, a été ravagé par les flammes à partir de minuit. **Trente-deux pompiers** sont arrivés sur place à 00h25, équipés de dix engins, dont un chef de groupe.

Ils ont réussi à éteindre le brasier au moyen de **trois lances à eau**. Le tuyau pour inonder le feu a traversé la départementale 6015. La circulation de cette route, parallèle aux quais de Seine, a été ralentie. Aucune personne n'a été touchée par l'incendie.

Pour afficher ce contenu Facebook, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

- [Incendie](#)
- [Logement](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Un entrepôt désaffecté prend feu en pleine nuit à côté de Rouen, une trentaine de pompiers mobilisés

Écrit par Clémence Blanche

~2 minutes

Un violent incendie s'est déclaré dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mars 2026, dans un entrepôt désaffecté à Bonsecours, près de Rouen (Seine-Maritime). 32 pompiers et 10 engins ont été mobilisés contre les flammes. Aucune victime n'est à déplorer.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Un entrepôt désaffecté était en proie aux flammes aux alentours de 00h30, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mars. L'incendie a démarré au premier étage du bâtiment, situé rue de la République à Bonsecours, près de Rouen.

32 pompiers avec 3 lances à eau ont été mobilisés pour venir à bout des flammes, dont une sur un moyen aérien. Au total, 10 engins ont été nécessaires, informe le service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76).

"L'intensité du sinistre a fortement diminué à l'arrivée des secours", détaillent les sapeurs-pompiers.

Les immenses volutes de fumée étaient visibles depuis les quais de Seine et le secteur était *"entièrement bouclé"* tôt ce matin, selon *Rouen le mag*.

En effet, un tuyau servant aux pompiers traversait la départementale 6015, parallèle aux quais, obligeant les automobilistes à ralentir.

Aucune victime n'est à déplorer et l'origine de l'incendie est encore inconnue à ce stade.

"Toutes des sales connes" : à Rouen, près d'un millier de manifestants pour défendre les droits des femmes - ICI

Sarah-Yasmine Ziani

5-6 minutes

Les manifestants se sont rassemblés sur la place Saint Sever avant de marcher dans les rues de Rouen © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

Publié le dimanche 8 mars 2026 à 13:09

Près d'un millier de personnes ont manifesté samedi 7 mars dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), à la veille de la journée internationale des droits des femmes. Une mobilisation d'autant plus importante à l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars prochains.

*"C'est toujours important de se mobiliser, rappelle Séverine, une militante du collectif Nous Toutes, qui participe à la manifestation du samedi 7 mars dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), au départ de la place Saint-Sever, rive-gauche. **Près d'un millier de personnes se sont rassemblées pour défendre les droits des femmes.** "Toutes des sales connes", pouvait-on lire sur les pancartes, en référence à l'insulte lancée par Brigitte Macron en décembre dernier.*

Mais se mobiliser est encore plus important à l'approche d'un scrutin : les élections municipales des 15 et 22 mars prochains. *"Il ne faut pas penser que c'est quelque chose au rabais, parce que la municipalité a des prérogatives qui ont leur incidence sur nos vies au quotidien", poursuit Séverine. D'ailleurs, "en Normandie, seulement un maire sur cinq est une femme, regrette Laura Lenoir, déléguée syndicale de la Fédération nationale unitaire des instituteurs, professeurs des écoles (FSU-SNUipp). Il faut que les femmes soient mieux représentées dans les mairies !"*

20 féminicides depuis le début de l'année

"En 2026, on lutte toujours pour le droit d'être en vie, tout simplement. En France, entre le 1er janvier et le 3 mars, on

décompte déjà 20 féminicides. On lutte également pour le droit de vivre sans subir de viols ou de violences sexistes et sexuelles. Et ça, pareil, en France : il y a un viol ou une tentative de viol, toutes les 2 minutes 30", dénonce Séverine.

Des victimes de violence, Alexandra, qui travaille au Centre d'information droits des femmes et des familles de Seine-Maritime (CIDFF) en voit tous les jours. *"Aujourd'hui avec la médiatisation des affaires, comme l'affaire Pélicot par exemple, il y a de plus en plus de personnes qui viennent vers nous, notamment des personnes âgées qui avant n'avaient pas du tout conscience de ce qu'elles vivaient*, indique-t-elle, brandissant une pancarte : *"Moins d'impunité, plus de justice".*

Aujourd'hui, 40 femmes sont sur liste d'attente pour rencontrer des psychologues du CIDFF, selon elle. *"On a besoin de plus d'argent pour pouvoir les recevoir, car on fonctionne avec des subventions."*

Les militantes continuent de se battre contre les violences sexistes et sexuelles © Radio France - Sarah-Yasmine Ziani

"Et puis on lutte encore aussi pour l'égalité salariale", ajoute Séverine de Nous Toutes. *Les temps partiels sont majoritairement occupés par des femmes, que ce soit subi ou choisi, et même à temps plein, l'écart de salaire demeure énorme. En gros, les femmes travaillent gratuitement à partir du 10 novembre."*

Cette journée du 8 mars, c'est donc l'occasion de rappeler **que partout les femmes veulent vivre "en sécurité et être respectées"**.

Pour afficher ce contenu Instagram, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

- [Violences sexistes et sexuelles](#)
- [Justice](#)
- [Journée internationale des droits des femmes - 8-Mars](#)
- [Violences conjugales](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Témoignages. "J'ai des cauchemars qui reviennent", la douloureuse reconstruction de Géraldine et Patricia, victimes de violences sexuelles

Écrit par Clémence Blanche

5-6 minutes

À Vernon, dans l'Eure, l'association Les Enfants de Tamar accueille des adultes victimes de violences sexuelles. Lors de séances de groupes de parole, elles échangent pour essayer de se reconstruire. Nous avons pu participer à l'une d'entre elles, samedi 7 mars 2026.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Leur devise est "*je te crois*". Trois petits mots qui ont une importance énorme pour Géraldine, Patricia et bien d'autres.

À Vernon, dans l'Eure, l'association Les Enfants de Tamar accueille des adultes victimes de violences sexuelles. Lors de séances de paroles, elles échangent pour se reconstruire.

Un groupe a bien voulu accueillir notre caméra, samedi 7 mars 2026.

Assises sur des canapés ou des fauteuils confortables, environ 6 personnes se réunissent une fois par mois, majoritairement des femmes, mais aussi un homme. Une psychologue et la présidente [de l'association](#), Claire-Aurélié Véraquin, accompagnent la séance.

Âgées de 22 à 50 ans, elles racontent leur histoire et leurs émotions en confiance, toutes unies par un traumatisme, qu'elles essaient de surmonter ensemble.

VIDÉO. Reportage d'Adrien Develay et Pierre Léonard :

durée de la vidéo : 00h02mn18s



Un groupe de parole de victimes de violences sexuelles dans l'association "Les enfants de Tamar", à Vernon, le 7 mars 2026. • ©France Télévisions

Certaines personnes font part de leurs avancées : *"Je me suis renseignée pour aller voir où en était mon dépôt de plainte et je sais où je vais"*.

D'autres au contraire, ont besoin d'extérioriser la sensation de perdre pied. *"Je me suis retrouvée confrontée à mon agresseur, par surprise en fait, et ça a été dur"*, sanglote l'une des membres du groupe. *"J'ai des cauchemars qui reviennent là, en ce moment, mais je les vis comme des réminiscences"*, partage aussi Géraldine Noirbenne.

Le groupe travaille par thématique, la dernière séance était sur la famille, celle d'où viennent les victimes. Ce samedi est centré sur le couple et la famille qu'elles ont construite.

Pour ces femmes et ces hommes victimes, on ne guérit jamais d'une agression sexuelle... Mais on peut essayer d'aller mieux. Et l'objectif, entre autres, est de redonner de la confiance en soi aux participantes.

"Ça m'apporte la sensation de me sentir moins seule, d'être entendue, d'être comprise du coup, et ça c'est important. Aussi, de se sentir plus forte", explique Géraldine Noirbenne, l'une des participantes.

Ces violences amènent des blessures sur notre valorisation, on se trouve sale, honteuse... On grandit avec l'idée qu'on a pas le droit d'exister, que la faute est sur nous.

Patricia Polidori

Membre du groupe de parole des Enfants de Tamar

Patricia Polidori, aussi membre du groupe de parole, ajoute : *"On a beau ne pas avoir le même vécu, ou ne pas avoir vécu les mêmes violences, il y a des maux qui nous incombent à tous et toutes, victimes de violences sexuelles, et c'est pour ça qu'on se comprend"*.

Depuis quelques mois, l'association Les enfants de Tamar dispose d'un lieu d'accueil. Créée en 2018, laïque et apolitique, elle a pour objet de dénoncer et de lutter contre l'inceste et les agressions sexuelles. Elle souhaite désormais parfaire son accompagnement.

"Chaque personne qui intégrera la maison de Tamar va, si elle le souhaite, intégrer le programme composé du groupe de parole, la psychoéducation, l'entretien thérapeutique du patient et l'accompagnement par deux professionnelles sur 10 séances", détaille la présidente Claire-Aurélie Véraquin.

La structure aimerait monter d'autres groupes pour accueillir plus de victimes et les accompagner dans leur reconstruction. En France en 2025, les services de police et de gendarmerie nationales [ont enregistré 132 300 victimes](#) de violences sexuelles, dont 76 200 sont mineures.

Avec Adrien Develay et Pierre Léonard

Au Havre, une manifestation pour les droits des femmes "du monde entier"

3-4 minutes

Après Rouen samedi 7, une manifestation pour les droits des femmes s'est déroulée au Havre dimanche 8 mars 2026, entre la gare et les docks Vauban.

Sur le même thème

[Droits des femmes](#)

[Féminisme](#)

[Manifestations](#)



Au Havre, environ 300 personnes se sont rassemblées devant la gare du Havre pour une « grève féministe ». (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 8 mars 2026 à 16h43

« Solidarité avec les femmes du monde entier » : malgré la proximité calendaire des élections municipales, les 15 et 22 mars, c'est plutôt la situation **mondiale** qui a occupé les slogans des féministes [du Havre](#), lors de la mobilisation du **dimanche 8 mars**, journée internationale dédiée aux luttes pour les **droits des femmes**.

Environ 300 manifestants

Les manifestants se sont donné rendez-vous devant la gare du Havre, sous le soleil hivernal. Si la manifestation de [Rouen](#) la

veille a rassemblé près de 1 000 personnes, dans la cité océane, ils étaient environ **300, hommes et femmes de tous âges**, agitant des pancartes ou des drapeaux de différents organismes, collectifs ou associations.



L'appel à la mobilisation était unitaire ce dimanche 8 mars 2026.
(©LB/76actu)

L'appel à cette « grève féministe » était unitaire, émis à la fois par Femmes Solidaires, Nous Toutes, du Pain et des Roses, U-FSU, Solidaires, la CGT du Havre, La Poudrière, Le Havre des Luites, Le Havre Insoumis, le NPA, L'Après, l'Ashéti, le Mouvement de la Paix, Révolution permanente Le Havre et l'UCL (Union communiste libertaire).

Après des discours rappelant la situation dramatique des femmes dans de trop nombreux pays. « Pour rappel, le 8 mars est une **journée internationale**, elle est devenue marquante après une manifestation de femmes en Russie à Pétrograde en 1917, qui a marqué le début de la révolution russe et de cette journée. On n'en parle pas forcément mais on en fait des choses de folie, c'est parce que des femmes ont fait grève qu'on a cette **journée internationale de lutte**. C'est déjà une victoire en soi cette journée », a rappelé en entrée de jeu la représentante de l'union communiste libertaire.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les manifestants ont ensuite commencé leur marche au son de « nous sommes fortes, fières, féministes, radicales et en colère ». Après un crochet par l'avenue Vauban, le cortège s'est dirigé ensuite vers les docks où **de nombreuses femmes travaillent**, y compris le dimanche. Là, d'autres discours et [une intervention des Josettes Rouges](#) ont clôturé la mobilisation.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Elbeuf : prévention, sensibilisation et culture pendant un mois pour les droits des femmes

4-5 minutes

La municipalité d'Elbeuf s'engage pour la condition féminine à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Un engagement qui dure tout le mois de mars.

Sur le même thème

[Droits des femmes](#)



Durant le mois de mars, la ville d'Elbeuf se mobilise pour les droits des femmes, dont la journée internationale est le dimanche 8. ©Le Journal d'Elbeuf

Par [Rédaction Elbeuf](#) Publié le 8 mars 2026 à 10h27

[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) se mobilise encore, pendant tout le mois de mars 2026, autour de la journée internationale du 8 mars, pour les **droits des femmes**.

Tout d'abord, est organisée jusqu'au mardi 31 mars 2026 une **collecte** pour lutter contre la **précarité menstruelle**, c'est-à-dire la difficulté financière pour certaines femmes de se procurer les protections périodiques nécessaires durant leurs règles. Les dons sont à déposer à la mairie, au cinéma, à la piscine, à la maison sport santé ainsi qu'à la pharmacie Tranchant.

La culture, symbole de l'engagement

Au cours de ce mois, six temps forts sont programmés à Elbeuf. Cela a commencé le 25 février par un café-débat sur les questions des **violences** et du **harcèlement**. A suivi un autre atelier, le mercredi 4 mars, à l'atelier 23, pour parler de l'égalité homme-femme. Puis, le samedi 7 mars, à la Halle aux poissons, a eu lieu une exposition-conférence avec l'installation de sculptures de l'artiste plasticienne Edith Molet Oghia et une conférence sur les artistes femmes.

Le spectacle *Simone Veil, une femme libre*, présenté au Théâtre des bains-douches le mardi 17 mars à 19h30, mettra en lumière les multiples facettes d'une vie marquée par les grands combats du XXe siècle, avant que le cinéma Grand Mercure propose en avant-première, le jeudi 19 mars à 19h30, la diffusion du film *Sorda* qui interroge sur la façon de créer des liens avec ses enfants quand on porte un handicap communicationnel.

Informier, sensibiliser

Par ailleurs, un stand d'information et de sensibilisation se tiendra sur le marché de la place Lecallier, le mercredi 25 mars. Animé par Lydia Bectout, coordinatrice de l'action santé-ville du CCAS et Séverine Henry, chargée du partenariat avec l'Institut inter-régional pour la santé, un organisme de la sécurité sociale ayant pour mission la mise en place de bilans de santé préventifs pris en charge à 100 % pour les assurés de plus de 16 ans, il permettra d'aller à la rencontre des usagers afin de présenter les dispositifs existants.

Ne pas oublier non plus la mise en place du dispositif *Où est Angela ?*, la phrase codée à prononcer devant un commerçant ou lieu adhérent d'Elbeuf pour recevoir de l'aide en cas de harcèlement de rue. En 2026, la ville compte 11 adhérents à ce dispositif, identifiables par un sticker apposé en vitrine.

Vidéos : en ce moment sur Actu

De nombreuses structures sont donc impliquées dans cette mobilisation, ce que salue le maire d'Elbeuf, Djoudé Merabet. « La diversité de ce programme nous permet de poursuivre l'engagement initié depuis plusieurs années en faveur du droit des femmes et d'élargir notre regard collectif sur la condition féminine. On sait qu'il y a toujours du travail », assure-t-il.

Programme à retrouver sur www.mairie-elbeuf.fr Informations sur les permanences du Centre d'information sur le droit des femmes et des familles d'Elbeuf au 02.35.77.23.24.

Des délais trop longs à la MDPH : à Dieppe, ce père se bat pour son fils lourdement cardiaque

7-9 minutes

Un Dieppois de 68 ans se bat pour son fils de 36 ans, lourdement cardiaque. Alors qu'une demande d'allocation adultes handicapés, a été faite, ils sont sans nouvelles depuis un an.

Sur le même thème

[Handicap](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Yves témoigne des difficultés de son fils au quotidien. ©Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 8 mars 2026 à 20h30

En 1989, à Pontoise, naît Gabriel* de parents dieppois. Il est venu au monde **prématurément**, à huit mois. « On nous a dit qu'il pouvait vivre trois heures ou bien six jours, se remémore Yves*, son père. Dans la nuit, il a été transféré à l'**hôpital Nekker**. Son canal artériel, qui le liait à sa mère, ne s'est pas refermé. Nous avons pris la décision de ne pas l'opérer et il a **survécu**. » Le nouveau-né est rapatrié plus tard à Rouen, puis à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

De nombreuses opérations

Commence alors le cycle des opérations. « Il a été opéré à un mois et demi, à 4 ans... À 14 ans, il a été opéré et il a attrapé un staphylocoque doré. Il a dû être opéré cinq fois, le staphylocoque était dans son pacemaker. Il a loupé une année scolaire », retrace son père. D'après lui, son fils aurait subi au total près de 17 anesthésies dans sa vie.

Gabriel, qui habite désormais avec sa compagne et leur fils dans la région de Rouen, est cardiaque : il a donc un pacemaker, un défibrillateur et deux valves artificielles. Il parvient toutefois à faire des études et à trouver un emploi. En 2019, à la suite d'un problème de santé, il est opéré par des professeurs des hôpitaux parisiens Necker et Georges-Pompidou.

« L'opération a duré plus de 20 heures, souffle Yves. À 22 h, ils nous ont appelés pour dire qu'ils n'arrivaient plus à remettre en route son cœur. À 1 h, ils ont finalement réussi. » Gabriel espère pouvoir reprendre le travail par la suite, mais il n'en sera rien.

Il est indemnisé par la Sécurité sociale et touche le chômage pendant trois ans. Son employeur lui propose un poste aménagé, mais à des centaines de kilomètres de là, à Lyon. Au vu de son dossier médical, Gabriel demande donc une allocation aux adultes handicapés.

Mais dans un courrier du 5 décembre 2024, la Maison départementale des personnes handicapées, la MDPH, lui notifie le refus de sa demande. Malgré « les difficultés entraînant une gêne notable dans [sa] vie sociale », son autonomie « est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne », estime la MDPH. Reconnu comme ayant un taux d'incapacité supérieur à 50 % mais inférieur à 80 %, il touche aujourd'hui 400 € par mois.

« Il a énormément de douleurs »

Cette décision paraît incompréhensible pour son père, qui l'aide financièrement. « Il a énormément de douleurs au dos, puisque sa cage thoracique a été écartée lorsqu'il a été opéré en 2019, indique le Dieppois. Il est épuisé, il a du mal à se lever... Il a toujours été sous médicaments. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Un recours a donc été fait auprès de la MDPH. Mais depuis janvier 2025, et alors que le délai de traitement réglementaire est

de quatre mois, le père et son fils sont sans nouvelles. Yves dit ne pas avoir obtenu de rendez-vous physique auprès de l'instance départementale malgré ses relances et il déplore un manque de contact humain.

Pour appuyer le recours de Gabriel, un certificat médical auprès d'un professeur de l'hôpital Georges-Pompidou a été demandé. Celui-ci confirme, qu'au vu « de la gravité de la cardiopathie congénitale, dont trois sternotomies [une ouverture du sternum NDLR], du traitement lourd, des effets secondaires visibles, [...], de la fatigue psychologique, [...] de la situation financière et familiale et des douleurs prolongées associées », le trentenaire présente « une atteinte sévère et durable de son autonomie ».

« J'ai 68 ans, j'ai de la polyarthrite, mais je suis conquérant.

Yves précise que son fils et sa compagne sont également en bataille judiciaire avec le constructeur de leur maison pour des malfaçons présumées, ce qui ajoute à la fatigue psychologique et aux difficultés financières.

Si Gabriel a toujours été combatif, son père dit ressentir chez lui depuis quelque temps une certaine morosité. « Et la problématique prochaine, c'est la greffe de cœur », souffle Yves.

Florence Thibaudeau-Rainot, première vice-présidente du Département, en charge de la MDPH, confirme que les délais de traitement de dossiers ont été trop longs, notamment à cause d'une cyberattaque en 2022. « Nous avons une situation extrêmement préoccupante », souligne-t-elle.

Entre-temps, des agents ont été recrutés et formés, ce qui prend également du temps. « Aujourd'hui, nous sommes revenus à un seuil normal », dit-elle.

4 700 dossiers en attente

Or, de nombreux vieux dossiers restent en attente. Alors que ces derniers sont normalement traités en premier, la Caisse nationale de solidarité, qui a aidé financièrement la MDPH pendant la crise, a demandé à l'organisme départemental de s'occuper à la fois des anciens et des nouveaux dossiers.

Ce qui fait qu'aujourd'hui, certaines personnes ont une réponse en deux mois, tandis que d'autres, comme Gabriel, attendent depuis un an. « Au 1^{er} janvier, nous avions 14 900 dossiers en attente, relève Florence Thibaudeau-Rainot. Désormais nous en sommes à 4 700. »

Le délai moyen de traitement s'élève à six mois, « mais 50 % des dossiers sont traités en moins de quatre mois », précise la vice-

présidente. Elle confie toutefois que les délais ne sont encore « pas bons ». Certains dossiers nécessitent l'examen de médecins, mais ils sont peu nombreux à la MPDH.

Concernant le cas de Gabriel, Florence Thibaudeau-Rainot assure qu'il faisait partie « des dossiers prioritaires » et qu'il sera examiné en commission ce lundi 9 mars. Yves n'a jamais lâché le combat pour son fils : « J'ai 68 ans, j'ai de la polyarthrite, mais je suis conquérant. »

Une explosion des dossiers

Florence Thibaudeau-Rainot, vice-présidente du Département en charge de la Maison départementale des personnes handicapées, la MDPH, assure que l'instance connaît en ce moment « une explosion de dossiers ». Il s'agit surtout de dossiers concernant la rentrée de septembre 2026 pour les enfants en situation de handicap.

La vice-présidente reconnaît « qu'on ne fait pas tout bien » quant aux délais de traitement : « Il y a des situations humaines derrière, c'est lourd pour les familles ». Elle souhaite toutefois mettre en avant les contacts qu'a eus la MDPH avec les requérants en 2025 : 20 000 rendez-vous physiques, 7 000 contacts par des bornes et 116 000 coups de téléphone, dont 75 000 traités.

**Prénoms d'emprunt*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

À Rouen, une journée des droits des femmes très politique à une semaine des élections municipales

Cécile Frangne

5–6 minutes

Plusieurs milliers de personnes ont défilé, samedi 7 mars 2026, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Un 8-Mars très politique, à une semaine des élections municipales.



Publié: 7 Mars 2026 à 19h08 Temps de lecture: 1 min

« *Toutes des connes* » : le mot d'ordre de la manifestation – en référence aux propos qu'avait tenus Brigitte Macron pour qualifier les militantes féministes qui manifestaient en marge d'un spectacle d'Ary Abittan – était sans ambages. Samedi 7 mars 2026, plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel des organisations féministes et syndicales à défiler dans les rues du centre-ville de [Rouen](#) à l'occasion de la Journée internationale du droit des femmes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Quelles propositions ?

Un 8-mars à la saveur très politique à l'approche des élections municipales. À une semaine du premier tour, les équipes des trois principaux candidats à la mairie de Rouen étaient présentes pour tracter et défendre leurs propositions en la matière.

Dans son programme, le maire sortant Nicolas Mayer-Rossignol plaide notamment pour la création d'une Maison des femmes pour accompagner les victimes de violences sexistes et sexuelles (VSS) quand Maxime Da Silva, tête de liste LFI, propose l'ouverture d'un service d'urgence en direction des personnes en détresse.

Candidate du centre et de la droite républicaine, Marine Caron promet quant à elle le renforcement du soutien financier au Pavif

(Pôle d'Accueil Violences Intra-familiales).

Qu'attendent les associations féministes ?

« Les programmes, c'est toujours très bien », juge Christine, membre du groupe d'action féministe (GAF), à l'initiative de la manifestation. Mais vont-ils réellement changer la vie des gens ? », s'interroge-t-elle. Pour la militante du GAF, mouvement antifasciste, « l'enjeu des municipales est que les villes ne basculent pas à l'extrême droite car la fascisation du monde à laquelle nous assistons montre bien que ce sont les droits des femmes qui en pâtissent d'abord. »

« On peut mettre autant de policiers et de caméras que l'on veut, la plupart des violences sexistes et sexuelles se passent à la maison », juge-t-elle de toute façon. Une « réappropriation des thèmes féministes sous le prisme sécuritaire », qui agace également Josépha Vacquer, membre du collectif Fierté colorée et colistière de Maxime Da Silva. « Si un enjeu existe sur l'éclairage public et nécessiterait une consultation des citoyens, les caméras ne sécurisent pas les femmes et ne permettent pas de reconquérir l'espace public », juge-t-elle.

Une reconquête qui passe également par le nommage des rues au féminin, selon Aline, du collectif [NousToutes Rouen](#). *« On pourrait même aller plus loin : pourquoi ne pas remplacer le buste des navigateurs sur le pont Boieldieu par des statues de femmes ? », propose-t-elle. Le collectif demande « un conseil municipal féministe qui fasse en sorte que les financements soient paritaires. Car un adjoint à l'égalité femme-homme, ça ne suffit plus. »*

Lire aussi



[Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule](#)

Environnement. Les 1 100 loups français seront moins protégés par les pouvoirs publics

Nicolas Paynel

~1 minute

Depuis le 24 février, les 1 100 loups de l'Hexagone ne font plus partie de la liste nationale des espèces protégées. Deux décrets des ministres de l'Agriculture et de la Transition écologique relèvent de 19% à 21% le plafond légal d'abattage de loups. La réglementation des tirs de défense d'un troupeau est assouplie. Les tirs de prélèvement sont facilités. Motif : les attaques de loups ont bondi de 10% en 2025 et coûtent de plus en plus cher - 3,7 millions d'euros en indemnités et 40 millions d'euros en protection des troupeaux. Mais la FNSEA, les Jeunes Agriculteurs, les chambres d'agriculture et la Fédération nationale ovine voudraient l'abolition des quotas d'abattage. Et le droit de défendre les moutons *"immédiatement et par tous les moyens"*.

« Une boucherie » : les cerfs vont-ils disparaître à cause de la chasse en forêt de Roumare ?

8–10 minutes

Une pétition qui a récolté plus de 28 000 signatures demande de mettre fin à « l'extermination » des cerfs en forêt de Roumare près de Rouen. L'ONF et les chasseurs disent réguler.

Sur le même thème

[Animaux](#)

[Chasse](#)

[Forêt](#)

Article réservé aux abonnés



Les cerfs sont-ils voués à disparaître en forêt de Roumare ?
(©Jérôme Bourges / 76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 9 mars 2026 à 7h14

« Stop à l'extermination des cervidés dans la forêt domaniale de Roumare ». C'est par ces mots que débute **la pétition mise en ligne par Jérôme**, habitué de la forêt domaniale de Roumare à côté de [Rouen](#).

Pas loin de 28 000 signatures

Près de 28 000 personnes (au 8 mars 2026) ont signé [ce texte](#)

demandant – entre autres – de **freiner drastiquement la chasse aux cerfs** dans cette forêt, que Jérôme parcourt depuis toujours. « Tout gamin j'y allais avec mes parents, à chaque sortie on voyait de beaux animaux. »

Aujourd'hui à la retraite, Jérôme parcourt le domaine de Roumare avec des amis photographes pour constater selon lui la disparition massive des cervidés depuis trois ans. « On ne voit plus d'animaux, regrette-t-il. Je n'aurais jamais pensé vivre une telle boucherie. »

Une pétition, des revendications

Dans sa pétition mise en ligne fin 2025, Jérôme regrette "la disparition progressive des cervidés dans la forêt domaniale de Roumare". Il demande "l'arrêt immédiat des pratiques qui provoquent la perte des cervidés" et "un plan de protection durable pour Roumare", détaillé en six points :

- Limiter les coupes en zones sensibles et privilégier la régénération naturelle, bien moins coûteuse et moins sensible aux abrutissements du fait de leur densité
- Stopper les kilomètres de clôtures pour protéger des plantations en rangs de poireaux
- Instaurer des zones de quiétude strictes et interdire les chasses excessives
- Mettre en place des inventaires réguliers et transparents des populations de cervidés par des experts indépendants
- Engager des actions de restauration des habitats avec la replantation d'essences locales
- Organiser une concertation avec les acteurs locaux, naturalistes et riverains

Plus encore que les chasseurs, Jérôme a dans le viseur le comportement de l'ONF, Office national des forêts, qui gère la forêt domaniale de Roumare. « **Ce sont eux les responsables**, c'est eux qui comptent les populations et fixent les quotas de chasse. Les chasseurs disent vouloir diminuer les quotas, mais ne veulent pas se mettre l'ONF à dos. »

Des prélèvements « nécessaires » pour l'ONF

À la **Fédération des chasseurs de Seine-Maritime**, on ne souhaite pas commenter la démarche de Jérôme Bourges et ses signataires. « C'est un ressenti qu'on peut comprendre, les cerfs sont une espèce emblématique à Roumare », indique tout de même son directeur, Nicolas Künkel. « Mais en tant que chasseurs, nous avons un agrément de protection de la nature. On doit veiller à l'intérêt de la biodiversité, et assurer un équilibre entre la forêt et les agriculteurs, que les chasseurs doivent indemniser en cas de

dégâts causés par le gibier ».

En collaboration avec l'ONF, les chasseurs déterminent donc des « plans de chasse », quotas de populations que les chasseurs peuvent tuer chaque année. La forêt de Roumare est répartie en 5 lots, parcelles de 500 à 1 500 hectares, dont 4 qui permettent la « chasse à tir », ou battue.

« Ces prélèvements sont nécessaires pour compenser la hausse naturelle des populations de cervidés » assure Antoine Cambien, responsable du service chasse à l'ONF. « Et ils se basent sur des données scientifiques, des seuils fixés par les établissements compétents. »

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La forêt de Roumare « dans le haut du panier » ?

Au mois de mars, après la fin de la saison de chasse, l'ONF fixe, grâce à quatre sessions d'observation dans la forêt de Roumare, deux indicateurs. Un « indicateur d'abondance », pour mesurer l'évolution des populations animales d'une année à l'autre, et un « indicateur de pression » que les animaux font peser sur la régénération de la flore.

Si **plus de 15 % des plants sont mangés**, alors les quotas sont ajustés à la hausse pour « stabiliser les populations ». En forêt de Roumare, Antoine Cambien assure que cette pression serait **bien supérieure au seuil fixé** sans les plans de chasse. « On a même dû engrillager tous les lots, pour protéger les plantations comme la régénération naturelle. Sinon on serait quasiment à 100 % de plants mangés. La forêt de Roumare est dans le haut du panier à l'échelle nationale, en termes de dégâts forestiers », assure-t-il.

Un argument balayé par Jérôme Bourges. « Ils nous font croire que la forêt est en danger, et qu'il faut réguler. Mais je n'ai jamais vu ça moi, à aucun moment. On voit des dégâts de temps en temps, mais c'est loin de tout abîmer. »

Des poubelles emplies de têtes, de viscères...

Ainsi, les plans de chasse pour la saison 2025-2026 étaient fixés à 190 cerfs dans la forêt de Roumare, contre 250 un an plus tôt et 240 en 2023-2024. « En tant que gestionnaires des forêts domaniales, on doit trouver un compromis entre la faune et la flore, explique Antoine Cambien. On a une obligation de résultat en

termes de renouvellement de la biodiversité. »

Selon Jérôme Bourges, la population de cervidés serait passée à Roumare de près de 1200, dans les années 1990, à 180 après cette saison de chasse 2025-2026. « Il faudrait **trois ans sans chasse** de cervidé pour revenir à la normale. Ce serait même léger, quand on voit l'hécatombe, les poubelles pleines... »

Ces poubelles, ce sont quatre containers bleu et blanc, siglés 'ONF' à la bombe rouge, disposés à côté d'une maison forestière. Fin février, les deux containers bleus étaient remplis de têtes de sangliers, de biches, de viscères, comme *76actu* a pu le constater sur place. Au milieu, une biche morte, fauchée 13 jours plus tôt d'après le marquage sur son flanc. « Ils l'ont laissée là, elle n'est pas baguée ni rien, ils n'ont pas le droit », regrette Jérôme.



Quatre containers sont à la disposition des chasseurs pour jeter les têtes et viscères des gibiers abattus. Au centre, un cadavre de biche (flouté). (©MC/76actu)

Chaque animal tué lors de la chasse doit être « bagué » avec un bracelet acheté auprès de l'ONF, qui permet de compter les populations chassées. « J'ai déjà trouvé un sanglier près des poubelles, qui n'avait pas de bracelet non plus. »

Rien d'anormal là-dedans pour Antoine Cambien, au contraire. « Ces bacs sont utilisés par les chasseurs, qui traitent les animaux abattus dans des maisons forestières, des locaux de chasse où ils ont le matériel nécessaire. Les viscères sont jetés dans ces bacs, et les venaisons (viande de gibier, NDLR) sont valorisées, avec leurs proches ou vendues. Une fois les bacs pleins, on fait venir ATEMAX (entreprise chargée de l'enlèvement des animaux morts, NDLR) à nos frais. »

Ces bacs sont aussi là pour éviter ces images choc au public. Et ça nous est reproché...

Quant à la biche trouvée sur place, c'était **le résultat d'une collision**, d'où l'absence de bague, selon le responsable de l'ONF. Un chasseur l'aurait mise là pour la soustraire aux yeux des passants.

La forêt domaniale de Roumare et ses 4 000 hectares sont-ils en train d'assister à l'extinction progressive des populations de cervidés ? Sur ce sujet, l'ONF et Jérôme Bourges ne tomberont pas d'accord. Et le pétitionnaire **ne compte pas arrêter de se mobiliser** pour sauver les cerfs de sa forêt.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sable du Sahara et pollution : en Normandie, la qualité de l'air se dégrade fortement en cette fin de semaine

Milan Derrien

10-12 minutes

Cette semaine, de la poussière de sable en provenance du Sahara se disperse dans le ciel de l'ouest de l'Europe, notamment en France. La Normandie n'est pas épargnée. Ces particules, ajoutées à la pollution, dégradent la qualité de l'air en cette fin de semaine, ce qui peut avoir des conséquences sur la santé. On fait le point.



La qualité de l'air en Normandie se dégrade en cette fin de semaine. Ici vue depuis le château de Caen (Calvados), ce samedi 7 mars 2026. | CHARLES BURY / OUEST-FRANCE

Modifié le 07/03/2026 à 13h24 Publié le 06/03/2026 à 17h00

Les Normandes et les Normands l'ont sûrement remarqué en cette fin de semaine : le ciel est plus brumeux qu'à l'ordinaire. La faute à une remontée de poussière de sable en provenance du désert du Sahara.

Nous avons bloqué l'affichage de ce contenu réseau social pour respecter vos choix en matière de cookies. En cliquant sur « Consulter », vous acceptez le dépôt de cookies par des services de réseaux sociaux tels que Facebook. Vous pouvez modifier vos choix à tout moment en cliquant sur « Modifier mes choix cookies »

dans la rubrique Services en bas de cette page.

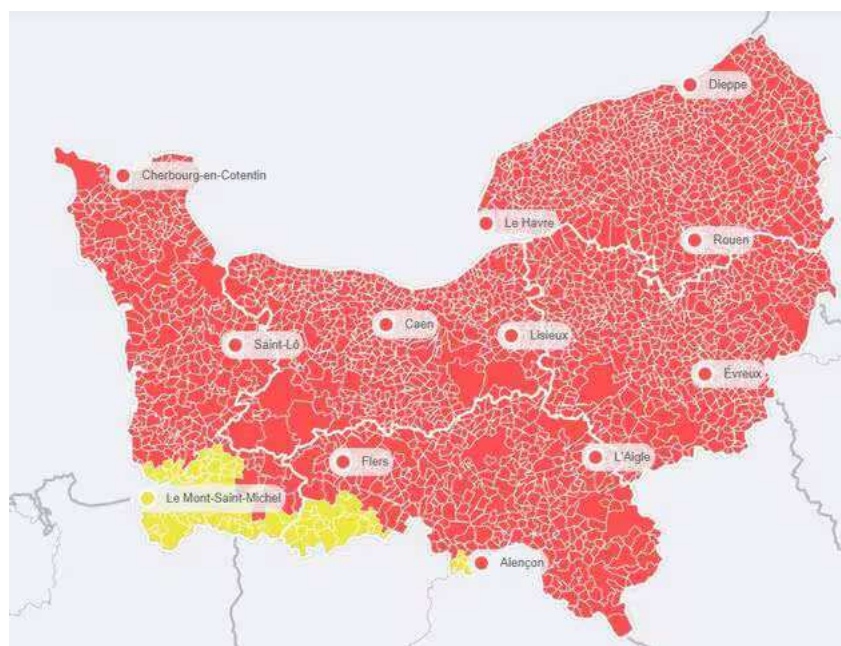
Ce qui a un effet sur la qualité de l'air : «Ces poussières présentes dans l'air s'ajoutent aux autres particules polluantes et contribuent à dégrader la qualité de l'air», peut-on lire sur [Météo France](#).

Lire aussi : [EN IMAGES. Alpes, Bretagne, Lorraine... Le sable du Sahara couvre le ciel d'une bonne partie de la France](#)

« Une augmentation des concentrations de particules fines »

En raison de ce cocktail peu agréable, la situation va se détériorer ce week-end pour une partie de la région.

«Ce samedi 7 mars, l'indice de qualité de l'air sera moyen à mauvais sur la quasi-totalité de la Normandie, indique [Atmo Normandie, l'organisme chargé de la surveillance de la qualité de l'air](#). Une augmentation des concentrations de particules fines est prévue en lien avec des conditions météorologiques qui vont favoriser l'accumulation de la pollution.»



La carte de la qualité de l'air du samedi 7 mars 2026 publiée par Atmo Normandie. | CAPTURE D'ÉCRAN / ATMO NORMANDIE

«Les vents de secteur nord-est vont également contribuer à l'apport de particules fines en provenance des régions voisines du littoral de la Manche. Un dépassement du seuil d'information et de recommandation est prévu sur les départements du Calvados, de l'Eure et de la Seine-Maritime», poursuit l'organisme.

Quels risques pour la santé ?

C'est la présence, dans l'air, de particules PM10, d'un diamètre inférieur à 10 micromètres, mauvaises pour la santé car elles

peuvent pénétrer dans les bronches, qui retient l'attention d'Atmo Normandie.

La pollution et la poussière de sable se mélangent aussi avec les pollens, qui sont déjà de retour en raison de la douceur des températures depuis le mois de février. «La présence simultanée de poussières désertiques et de pollens crée un environnement particulièrement irritant pour les voies respiratoires», précise [La Chaîne météo](#).

Plus cette concentration en particules est importante et plus [elle est susceptible de causer des difficultés respiratoires](#) chez les plus fragiles, de causer des irritations du nez, des yeux et de la gorge et d'accentuer les allergies chez ceux qui en souffrent.

À découvrir

- Ouest-France

[Sable du Sahara : les concentrations de particules scrutées attentivement, alors qu'un nuage traverse la France](#)

- 20 Minutes

[Après la pluie, les allergies... Pourquoi le risque pollinique est très élevé dans le Sud cette semaine ?](#)

Nous avons bloqué l'affichage de ce contenu réseau social pour respecter vos choix en matière de cookies. En cliquant sur « Consulter », vous acceptez le dépôt de cookies par des services de réseaux sociaux tels que Facebook. Vous pouvez modifier vos choix à tout moment en cliquant sur « Modifier mes choix cookies » dans la rubrique Services en bas de cette page.

Les préfectures de l'Eure et du Calvados ont déclenché une procédure d'alerte sur persistances, [avec des conseils à suivre pour les personnes vulnérables](#).

Les voici : privilégier des sorties plus courtes et demandant peu d'effort ; éviter les activités physiques et sportives intenses en extérieur ; maintenir l'aération des logements (la situation ne justifie pas de confinement) ; éviter les facteurs irritants supplémentaires : fumée de tabac, solvants...

Pollution de l'air en Seine-Maritime. Pourquoi le préfet va-t-il lever la procédure d'alerte lundi 9 mars ?

Ghislain Annetta

~2 minutes

En raison d'un épisode de pollution aux particules fines (PM10), la procédure d'alerte sur persistance est activée dans le département depuis le samedi 7 mars. *"Les concentrations des PM10 restent élevées ce dimanche 8 mars, en lien avec des conditions météorologiques qui favorisent l'accumulation de la pollution", prévient la préfecture. "Les vents de secteur nord-est contribuent à l'apport de particules fines en provenance des régions voisines."*

Une amélioration attendue avec un changement de masse d'air

Les niveaux de particules fines devraient baisser lundi 9 mars en lien avec un changement de masse d'air en provenance du sud. Compte tenu des prévisions plus favorables d'ATMO Normandie, organisme chargé de la surveillance de la qualité de l'air, le préfet Jean-Benoît Albertini a décidé la levée de la procédure d'alerte sur persistance relative à la pollution atmosphérique aux particules en suspension (PM10) à compter de demain.

Des concentrations encore élevées possibles lundi matin

Les concentrations pourraient toutefois rester élevées sur la Seine-Maritime une partie de la journée de lundi.

Il est donc *"recommandé de continuer à appliquer les recommandations sanitaires dans la matinée, notamment pour les personnes sensibles et vulnérables"*.

Près de Rouen, cette ville s'impose un budget réduit pour « ne pas gager l'avenir » avant les municipales

6-8 minutes

Lors du dernier conseil municipal de la mandature de Bruno Guilbert, à Franqueville-Saint-Pierre, on apprend que la toiture de la piscine partirait « en ville ».

Sur le même thème

[Urbanisme](#)



Après son ouverture en août 2025, la piscine fait son retour dans les débats du Conseil Municipal. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 8 mars 2026 à 13h10

Le maire de [Franqueville-Saint-Pierre](#), Bruno Guilbert, a présidé **le dernier conseil municipal du mandat 2020-2026**, jeudi 12 février, à un mois du premier tour des élections municipales 2026, pour lesquelles il est [candidat à sa succession](#). Au programme de la séance : des propositions axées sur les finances. Nous vous les résumons en quelques points.

Indemnités des élus en 2025

Dans une volonté de transparence et surtout une « obligation de communication », Bruno Guilbert a rendu publiques les indemnités

des élus municipaux 2025, pour un montant total de 92 232,48 euros « en dessous des possibilités qui sont attribuées à notre commune ». Une présentation qui n'était pas soumise au vote.

Le détail des indemnités

- Maire, 25 945,56 euros bruts annuel
- Première adjointe : 10 581,72 euros
- 2e, 3e, 5e et 6e adjoints : 9 372 euros
- Conseillers délégués : 2 858,40 euros.

Subventions

L'adjoint aux sports et la jeunesse a ensuite fait adopter, à l'unanimité, la somme de 205 161 euros pour **un projet d'achat de minibus**, ainsi que des subventions pour les associations et 31 900 euros pour le CCAS, identique à l'année précédente : « au total, sur le mandat, hors 2026, nous aurons attribué en subventions la somme de 1,7 million d'euros », a déclaré Bruno Guilbert.

Impôts

Le maintien des taux communaux des impôts locaux (14 % pour la Taxe habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, 51,27 % pour la Taxe foncière bâti et 62,55 % pour la Taxe foncière non bâti) a été validé, sans la minorité qui s'est abstenue.

Les élus ont aussi décidé de **maintenir la fiscalisation des participations communales** pour l'année aux syndicats intercommunaux (Syndicat intercommunale du Relais petite enfance itinérant du plateau Est de Rouen, Syndicat intercommunal résidences pour les personnes âgées du plateau Est de Rouen, Syndicat intercommunal à vocation multiple Franqueville-Saint-Pierre Le Mesnil-Esnard et le Syndicat intercommunal centre aquatique plateau Est de Rouen) : « le produit attendu est à hauteur de 592 000 euros », a fait valoir Bruno Guilbert. La minorité a toutefois réclamé « plus de clarté notamment par une présentation, même synthétique, des résultats de la part des syndicats ». Une demande acceptée par le maire via les représentants présents dans les différentes instances.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Budget primitif 2026

Le plus gros sujet a évidemment été **l'adoption du Budget primitif 2026**. « Les résultats de l'année ne sont pas affectés et ne le seront qu'après les élections. Le Budget primitif fera alors l'objet d'un

budget complémentaire », a prévenu Bruno Guilbert, ajoutant que dans le Budget présenté ne figure **aucun investissement**, autres que ceux de 2025 qui vont perdurer en 2026. « Nous avons pris la décision de ne pas gager l'avenir. Il est élaboré en Fonctionnement avec les charges qui nous sont contraintes comme les salaires et autres charges obligatoires », a expliqué le maire sortant, précisant que l'affectation de résultats se montera à 770 000 euros : « après les élections, la date limite pour présenter un budget sera le 15 mai ».

Dans le détail, la commission finances a prévu une section de Fonctionnement à l'équilibre (recettes et dépenses) à hauteur de 6 817 062 euros et pour la section d'investissement de 1 268 074,50 euros.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

La parole au public

Ce n'est pas l'usage dans d'autres communes, mais à Franqueville, Bruno Guilbert donne la parole au public, à l'issue des débats. Un Franquevillais a ainsi soulevé **un problème au Centre aquatique du plateau Est**. « Pour ceux qui le fréquentent souvent, nous avons remarqué que la toiture part en vrille. Que le haut des murs est en train de s'effondrer. Pourquoi ne pas faire le nécessaire tout de suite et qui va payer les réparations ? », a interrogé l'habitant.

En qualité de vice-président du SICAPER (Syndicat intercommunal centre aquatique plateau Est de Rouen), le maire a reconnu connaître le problème et a expliqué « que la garantie de parfait achèvement est éteinte. Face aux difficultés, nous avons fait une déclaration de mise en cause du constructeur. Cela nécessite des expertises pour connaître les responsabilités. Si ce sont les dix communes qui sont en cause, nous prendrons en charge. Si ce sont les entreprises, elles prendront en charge. Je ne peux pas en dire plus. Il faut attendre le rapport », a indiqué le maire.

Un point sur le chantier de la résidence seniors

Un autre riverain du projet de la résidence seniors, face à La Garenne, a interpellé le maire pour connaître l'état actuel du chantier, dont deux bâtiments de logements sociaux sont en cours d'achèvement. Bruno Guilbert a confirmé qu'effectivement, les deux bâtiments sociaux sont bien avancés. « Le troisième a pris du retard, car lors d'un décapage du sol, une bêtouille, ou tout au moins

un passage d'eau, a été découverte et rebouchée depuis. La construction va s'engager mais sans date précise », a poursuivi l'élu.

Concernant la résidence seniors, Bruno Guilbert a indiqué ne connaître **aucune date de démarrage**, d'autant qu'à sa connaissance, le promoteur n'a pas trouvé d'exploitant depuis qu'un gestionnaire a jeté l'éponge. « Ce dossier-là, je le subis depuis quelques années tout comme vous », a-t-il déploré.

À noter qu'un troisième habitant a évoqué un permis de construire au croisement de la route de Paris et de la rue du Maréchal-Leclerc.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près d'Elbeuf, la bibliothèque municipale et les bureaux de vote déménagent

Frédérique THULLIER

~4 minutes

L'expertise du bâtiment, au 404, rue aux Saulniers à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, n'est pas terminée. La bibliothèque s'installe provisoirement en centre-ville et les bureaux de vote à l'espace Torreton.



Le site du 404 est fermé au public depuis fin janvier. - Paris Normandie



Publié: 7 Mars 2026 à 09h10 Temps de lecture: 1 min

Depuis fin janvier 2026, le site du 404, rue aux Saulniers à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, est fermé au public après que des désordres bâtimentaires ont été constatés.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le site abrite la bibliothèque municipale, la salle des fêtes Claude-

Lambert, Coup de pouce et la banque alimentaire. [Une expertise de structure a été engagée](#). Les investigations complémentaires se poursuivent afin d'évaluer la viabilité à long terme de ce bâtiment.

JDC et Torretton

Les conclusions du cabinet d'expertise sont attendues au plus tard le 15 avril 2026. Un nouvel arrêté municipal a été pris pour prolonger la fermeture du site jusqu'à nouvel ordre.

La bibliothèque municipale va donc provisoirement s'installer dans les locaux de l'ancienne société JDC, allée Louise-Michel. La date d'ouverture sera communiquée dans les tout prochains jours.

Quant aux trois bureaux de vote (1, 2 et 3) habituellement installés dans la salle Claude-Lambert, Ils seront déplacés à l'espace culturel Philippe Torretton à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

Lire aussi



[Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Daniel Leblanc veut créer une brigade spécialisée contre les violences domestiques](#)



Appel à projets pour les Bains à Dieppe : les candidats ont jusqu'à fin avril pour se déclarer !

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

6-7 minutes

Équipement essentiel pour la Ville, les Bains, fermés depuis plus d'un an, ont vu la majorité et les oppositions s'affronter, pour le dernier conseil municipal de la mandature : la première lance un appel à projets, les autres dénoncent « une mascarade électoraliste » et contestent le montage financier.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 6 Mars 2026 à 14h39 Temps de lecture: 2 min

Si vous êtes un opérateur privé intéressé pour reconstruire le centre de thalasso des Bains, vous avez jusqu'au 30 avril pour déposer un dossier auprès de la Ville de Dieppe. Jeudi soir en conseil municipal, l'une des toutes dernières délibérations de cette mandature, à dix jours du premier tour des élections municipales et abordée vers 22 h 30 a été la suivante : « Lancement d'un appel à projets pour la réalisation sur le site des Bains d'un centre thalasso et sportif et acquisition par une Vente en l'état futur d'achèvement (Vefa) d'une piscine extérieure et ses annexes par la Ville de Dieppe ».

Cession du foncier au privé, puis rachat de l'équipement par la Ville

En préambule, le premier adjoint François Garraud n'a pas manqué de rappeler le « fiasco » de la précédente piscine, réalisée par l'équipe d'Édouard Leveau et qui a coûté « 3,5 M€ au contribuable

dieppois » avant « la fermeture de cet équipement emblématique et raté » le 31 décembre 2024 car « dangereux et non réhabilitable ». À venir, donc : une période de « déconstruction de neuf mois qui débutera en 2027 » et, « pour éviter le temps de latence, on prévoit dès maintenant la deuxième phase de reconstruction ».

Avec donc cet appel à projet, qui reprend les attendus de la majorité municipale : « *Nous souhaitons une thalasso, un spa et soins associés, de l'hôtellerie et un bassin nordique de 50 m avec ses annexes (bassin ludique, plaine de jeux...)* ». François Garraud continue : « *Nous prévoyons la cession du foncier au privé, puis une Vefa au profit de la Ville qui restera propriétaire et exploitante via une DSP par exemple.* » La date limite de remise des offres : le 30 avril prochain à minuit. « *Cent emplois environ seront créés.* »

« Une bétonnisation de notre front de mer »

Les oppositions bondissent. André Gautier (LR, Dieppe au cœur) réagit : « *Personne n'est dupe de cette présentation à dix jours des municipales, qui passe en fin de conseil. Sur le fond, vous proposez une démolition de l'existant puis une création de nouveau centre de thalasso avec un bassin, construit par un opérateur privé et racheté après par la Ville pour en faire une piscine municipale. J'avais demandé dans un conseil municipal précédent les conditions de constructibilité dans le Plan local d'urbanisme sur cet espace, avec une autorisation de 15 m pour le complexe hôtelier* » ce qui pour lui revient à « *une bétonnisation d'un espace unique en Europe, fleuron de notre patrimoine : notre front de mer qui avait été préservé jusque-là. Pour nous, votre conception de l'avenir des Bains n'est pas acceptable* ».

Par ailleurs, la limite de remise des offres au 30 avril amène André Gautier à estimer que « *soit vous avez déjà le candidat (ce qui pose question sur la mise en concurrence), soit vous êtes tombé sur la tête. Comment en si peu de temps un opérateur peut s'engager sur une telle réalisation, avec des coûts impliquant des études importantes en amont ?* » Ainsi, « *nous refusons de participer au vote de ce rapport électoraliste* » qui relève « *d'une mascarade électorale* ».

« Pas d'ambition ni d'originalité »

Laurent Hamelin (RN) refuse lui aussi de participer au vote. « *Depuis le premier conseil municipal de l'année on demande ce que ça va devenir et vous bottez en touche* », lance-t-il à l'adresse du maire Nicolas Langlois. « *Vous avez dit que ce serait l'équipe municipale d'après qui prendrait en charge le sujet. Ça pouvait attendre. Surtout que vous proposez de démolir pour reconstruire*

quasiment la même chose, sans ambition ni originalité. »

Il s'étonne enfin : « Étonnant pour un groupe de gauche de favoriser le privé – sûrement un groupe de luxe – alors que ce site c'est l'emplacement n°1 de Dieppe, avec des terrains hors de prix... Mais ça paiera votre piscine. »

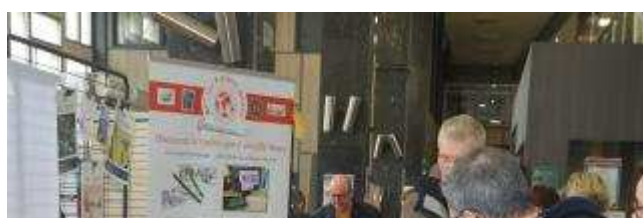
Lire aussi



[Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département](#)



[Culture : les propositions des candidats aux municipales à Dieppe](#)



Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département

Xavier Togni

6–8 minutes

Trois projets présentés par la communauté de communes Aumale-Blangy seront soutenus financièrement par la région Normandie et le département de Seine-Maritime, grâce au contrat de territoire : la voie douce, un tiers-lieu culturel à Blangy-sur-Bresle, une halle couverte à Campneuseville.



Publié: 8 Mars 2026 à 19h12 Temps de lecture: 1 min

Une voie douce dans la vallée, un tiers-lieu socio-culturel à Blangy, une halle couverte à Campneuseville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Voici les trois « *projets structurants* » présentés par [la communauté de communes interrégionale Aumale-Blangy-sur-Bresle](#) (CCIABB), qui vont bénéficier de financements importants de la part de la région Normandie et du département de Seine-Maritime, dans le cadre d'un nouveau contrat de territoire pour la période 2023-2027. Celui-ci a été signé mardi 3 mars 2026 à Guimerville (Hodeng-au-Bosc), par Christian Roussel, Bertrand Bellanger et Hervé Morin : les présidents, respectivement, de la CCIABB, de la Région et du Département.

1 La voie douce le long de la Bresle





Cette voie douce s'inscrira dans le prolongement de celle qu'a aménagée la communauté de communes des Villes sœurs, entre Longroy et Le Tréport. - (Photo d'archives)

La CCIABB souhaite prolonger la voie douce qui a déjà été aménagée le long de la Bresle entre Longroy-Gamaches et Le Tréport par sa voisine, la communauté de communes des Villes sœurs. L'objectif à terme « *est de déployer cet itinéraire sur près de 30 km* », jusqu'à Aumale, pour « *améliorer les déplacements locaux, encourager les trajets domicile-travail à vélo, soutenir le tourisme* ».

Un premier tronçon de 10 km doit être réalisé, de Monchaux-Soreng à Blangy, en passant par Bouttencourt. Il serait relié au chemin existant par une passerelle en bois franchissant la Bresle, puis longerait la ligne de chemin de fer, « *offrant ainsi un trajet sécurisé* ». Le coût du projet s'élève à plus de 4,5 millions d'euros (hors taxes), dont 794 000 euros pour la Région et 362 500 euros pour le Département. Par ailleurs, l'État apportera 2,5 millions. Restera à charge de la CCIABB 1,252 million d'euros.

2 Un tiers-lieu socio-culturel à Blangy



Le projet de tiers-lieu socio-culturel sur une friche industrielle à Blangy-sur-Bresle - (Document Ville de Blangy)

Ce projet ancien, dont l'intérêt est reconnu par l'intercommunalité, est porté par la commune de Blangy, et il est connu sous le nom de

friche Pochet, ou Mosaver. « *Il consiste à réinvestir une friche industrielle pour la transformer en lieu de création, de résidence et de diffusion des arts de la rue, et également en un lieu d'accueil au départ d'une boucle pédestre de 7 km, orientée vers la découverte de la faune et de la flore.* » Le site comprendra aussi un jardin public, une ludothèque, un espace d'animations. Ce dossier, rappellent les signataires du contrat, s'inscrit « *dans un projet culturel de territoire, soutenu depuis 2018* » par l'État, l'Éducation nationale, la Région et le Département : deux collectivités qui vont mettre plus de 400 000 euros de subventions chacune. Le coût total de l'investissement s'élève à 2,9 millions d'euros, avec des aides qui viennent également de l'Établissement public foncier de Normandie, de l'État, de la CAF, du Fonds friches. Le reste à charge pour la commune sera de 518 000 euros. Le coût de fonctionnement sera assumé par l'association Mosaïques.

3 Une halle couverte à Campneuseville



La municipalité de Campneuseville souhaite faire construire une halle couverte pour redynamiser le centre-bourg. - (Document commune de Campneuseville)

Le contrat de territoire profite aussi à Campneuseville pour son projet de « *halle couverte polyvalente et écoresponsable* ». Un investissement de près de 440 000 euros, en partie couvert par le Département (131 278 euros) et la Région (87 519 euros), sans oublier l'État (131 278 euros). Le but est d'implanter en centre-bourg cet édifice d'environ 150 m², complémentaire de la salle existante, pour contribuer à redynamiser le centre-bourg, renforcer le tissu associatif, favoriser l'animation du village. Le bâtiment, construit avec des matériaux traditionnels (brique, bois, ardoise), doté d'un plancher modulable, pourra accueillir divers types d'événements communaux ou intercommunaux. Il pourrait aussi permettre la création d'un marché fermier, par exemple. Cette halle sera aussi équipée de panneaux photovoltaïques et de récupérateurs d'eaux pluviales.

Lire aussi



La stèle des marins de Mers et Marine's de Dieppe endommagée va être restaurée

Régis Mainnemare

3-4 minutes

À la suite de la tempête Goretti du 9 janvier dernier, la stèle en mémoire des marins au bout de la jetée a été endommagée, elle va être restaurée.



Par Régis Mainnemare

Publié: 9 Mars 2026 à 08h45 Temps de lecture: 2 min

Suite à la dernière tempête Goretti du 9 janvier 2026, la stèle aux marins disparus située au bout de la jetée a été endommagée. par la projection de galets. Les lettres ont été partiellement effacées et la maçonnerie a souffert. « Grâce à notre excédent de trésorerie et l'apport financier d'un mécène, nous allons voir pour le remettre en état » précise Guy Roulland, le président du cercle maritime Mer et Marine's, reconduit pour un nouveau mandat. Rappelons que l'association a fêté ses 30 ans d'existence en 2025.

Fête de la mer les 6 et 7 juin





Le bureau reste motivé pour une grande année - Photo Paris Normandie

À jamais tourné vers la mer, le cercle maritime de Dieppe « Mers et Marine's » a présenté ses projets 2026 en présence du futur ex-adjoint chargé de la mer, Dominique Patrix qui souhaite prendre du recul de la vie municipale. « *L'association est connue par 76 % des Dieppois* » se félicite son président. Comme temps forts, le 31 mai, à 9 h 30, la messe en mémoire des marins disparus à l'église du Pollet, la participation active du Cercle à la prochaine fête de la mer de Dieppe les 6 et 7 juin et le 25e anniversaire du monument des marins disparus le 10 juin.

Lire aussi



[Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département](#)



« Je ne me paye quasiment aucun salaire » : l'appel à l'aide d'un agriculteur près de Rouen

Robin Rioult

6-8 minutes

L'agriculteur Neuwillais Xavier Levacher peine à maintenir son exploitation à flot. À la tête d'une ferme de 90 hectares, il explique vivre à l'équilibre, sans véritable salaire. Ses proches ont lancé une cagnotte en ligne.



Comme beaucoup d'agriculteurs, Xavier Levacher, à La Neuville Chant d'Oisel, fait face à une situation économique de plus en plus compliquée. - PND



Par Robin Rioult

Publié: 6 Mars 2026 à 21h01 Temps de lecture: 2 min

Xavier Levacher, agriculteur à La Neuville-Chant-d'Oisel, est inquiet. Depuis quelque temps, ce papa divorcé se demande ce qu'il pourra bien transmettre à sa fille de sept ans d'ici quelques années. Son exploitation, comme beaucoup d'autres, [peine à rester](#)

[à flot](#). À peine rentable, il parvient juste à limiter les pertes et à rembourser, lentement, les prêts contractés au lancement en 2010. Ils seront soldés en 2029. « *Je ne me paye quasiment aucun salaire. On est juste à l'équilibre.* »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une ferme reprise en 2010

Dans la famille Levacher, on baigne dans le milieu agricole depuis l'enfance. Ses grands-parents paternels étaient fermiers. Si les parents de Xavier Levacher n'avaient pas d'exploitation – « *On a sauté une génération !* » –, son père travaillait dans une concession mécanique agricole, et les frères du Neuvillais ont tous choisi d'acquérir leur propre ferme. « *J'ai pris la tête de l'exploitation en 2010* », précise Xavier Levacher qui, après avoir travaillé sur place plusieurs années, est devenu le partenaire de l'ancien propriétaire, Christian Grisel.



Xavier Levacher est à la tête d'une exploitation agricole à La Neuville-Chant-d'Oisel. Il dirige également une petite entreprise, Normandie élagage. - PND

Lorsque l'ancien propriétaire a pris sa retraite, en 2010, Xavier Levacher a repris la main sur l'entreprise. Depuis, il travaille sur son exploitation de 90 hectares. Il produit du blé, de l'orge, du colza, du maïs en grain et un peu de lin. Le tout sans oublier un troupeau de vaches, d'une quarantaine de bêtes en moyenne. Xavier Levacher est également à la tête d'une petite entreprise d'espaces verts, Normandie Élagage, « *dont les activités sont complémentaires avec le travail sur la ferme* ».

Reste que depuis, la situation de la ferme est devenue de plus en plus compliquée. « *Les agriculteurs ont des problèmes qui ont la même source, mais qui sont très variés*, souligne Xavier Levacher.

Nous n'avons pas tous la même structure, le même nombre d'hectares ou le même soutien familial, mais aujourd'hui, vivre uniquement d'une exploitation en partant de zéro, sans apport financier ou soutien familial, c'est très compliqué. »

« Travailler comme ça pour ne quasiment rien gagner et ne maintenir aucun lien social, quel intérêt ? »

Xavier Levacher, Agriculteur seino-marin

Une dépense inattendue ici, un conflit de nature prud'homal et un divorce par là, sans oublier l'état actuel du marché, poussent doucement les deux entreprises de Xavier Levacher sous l'eau.

« En France, le monde agricole est fragile. Mais on ne voit pas de solution nationale se mettre en place. Du coup, le moral est bas.

Travailler comme ça pour ne quasiment rien gagner et ne maintenir aucun lien social, quel intérêt ? »



Xavier Levacher cultive le blé, l'orge, le colza, le maïs en grain, le lin et s'occupe d'un troupeau d'une quarantaine de vaches. - PND

Une cagnotte sur Leetchi

Pour le soutenir, ses proches ont lancé [une cagnotte sur la plateforme coopérative Leetchi](#). « Il y a une solidarité autour de moi, des gens veulent me donner un coup de main et m'épauler », se réjouit l'agriculteur, qui est également suivi par l'association Solidarité paysan.

Pour lui, c'est aussi l'occasion d'appeler aux bonnes volontés.

« Lycée agricole, MFR, association, etc. Toute aide est bonne à prendre. » Et toute solution est bonne à penser, du remembrement au circuit court. *« L'essentiel, c'est de ne pas se laisser couler. Ce serait dommage de se réveiller dans une dizaine d'années, sans agriculture ou élevages dans les villages, et de se rendre compte de ce que l'on a perdu ! »*

« La Normandie est un vivier politique et militant » : rencontre avec des étudiants en science politique

Paul Hucheloup

4-5 minutes

À l'approche des élections municipales et à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes, Paris Normandie est allé à la rencontre des étudiants en science politique de l'Université de Rouen. Entre engagement local et parité obligatoire, ils nous ont éclairés sur les enjeux du scrutin.



Université de Rouen, fac de droit campus Pasteur. Photo Stéphanie Péron - PND



Par Paul Hucheloup

Publié: 7 Mars 2026 à 16h00 Temps de lecture: 1 min

« Notre société est construite sur l'engagement ». C'est le constat d'Isidore, 19 ans et étudiant en science politique à l'Université de Rouen. Nous l'avons rencontré, ainsi que Chloé, Juliette et Titouan, à l'approche des élections municipales pour qu'ils nous fassent part

de leur vision de l'engagement. Dans le local de l'association rouennaise de science politique sur le campus Pasteur, les discussions sont vives et témoignent d'une réelle volonté d'échanger sur le monde. « *La Normandie est un vrai vivier politique et militant* » nous dit Chloé, 19 ans et engagée à l'UNICEF. Isidore renchérit : « *les partis politiques y ont des sections jeunes très actives* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Concernant l'engagement local, ils sont dithyrambiques. Pour Titouan, 20 ans, « *le local a des avantages majeurs : il est concret et concerne directement les gens. De plus, à échelle locale, le consensus est obligatoire pour agir* ». Le contexte politique général n'a pas échappé à ces jeunes gens, ainsi qu'à Emma, 23 ans et étudiante dans le même cursus : « *le discours politique s'ancre trop à échelle nationale. Agir à proximité c'est concret, à l'échelle d'une ville ça l'est d'autant plus* ». Une autre étudiante, engagée par le passé dans la section rouennaise du Renouveau Syndical, témoigne anonymement : « *Les jeunes ont un grand besoin d'être pris en considération. Le syndicalisme étudiant est une bonne école, concrète : on y apprend beaucoup.* »

Les femmes face à de nombreux obstacles

La Journée Internationale des Droits des Femmes dimanche 8 mars est aussi l'occasion de se poser la question de la place des femmes en politique. « *Elles sont de plus en plus présentes sur la scène politique, c'est en ce sens que les lois sur la parité font effet* », nous dit Émeline Fourment, maîtresse de conférence en science politique à l'Université de Rouen, « *mais elles se heurtent toujours à de nombreux obstacles : division genrée du travail, manque de positions valorisées au sein des partis politiques...* ». Concernant la parité obligatoire, Juliette, 18 ans, est plus mesurée, « *Je ne suis pas certaine que ça ait des effets à court terme, il y a d'abord un réel besoin de changer les mentalités.* »

Dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles « *il faut une sensibilisation à ces enjeux dès la toute petite enfance* » nous dit Isidore, Chloé rappelle enfin que « *la cause n'a jamais été aussi visible : à nous maintenant de toucher les non-convaincus.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Sécurité à Évreux : les propositions des huit candidats en lice pour les municipales](#)



[Municipales : la culture, un enjeu pour les candidats à Neufchâtel-en-Bray](#)



[Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule liste en course](#)

Ligne de trains Paris-Rouen-Le Havre : choc avec un animal près de Bolbec, des retards à prévoir

2-3 minutes

Un train a heurté un animal lundi 9 mars 2026 dans le secteur de Bolbec (Seine-Maritime), perturbant la circulation des trains sur la ligne Paris-Rouen-Le Havre. Détails.

Sur le même thème

[LNPN \(Ligne nouvelle Paris Normandie\)](#)
[SNCF](#)



Des retards sont à prévoir sur la ligne de trains Paris-Rouen-Le Havre lundi 9 mars 2026. (©Archives/76actu)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 9 mars 2026 à 8h46

Des retards sont à prévoir sur la ligne de trains **Paris-Rouen-Le Havre**, dans la matinée de lundi 9 mars 2026.

En cause, une rame a percuté un animal dans le secteur de [Bolbec \(Seine-Maritime\)](#) peu avant 7 heures, informe SNCF Nomad, qui précise : « Les équipes sont sur place pour permettre l'évacuation et la prise en charge des voyageurs. **L'heure de reprise du trafic est désormais estimée à 9h15.** »

Des retards au départ de Rouen et du Havre

En conséquence, des retards sont à prévoir **au départ de Rouen** :
1 heure pour le 7h56 en direction du Havre ; 40 minutes pour le
8h04 en direction de Paris Saint-Lazare ; 40 minutes pour le 9h02
en direction de Paris Saint-Lazare.

Au départ du Havre, le train de 8h09 en direction de Paris Saint-Lazare est retardé de 40 minutes.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime. Coup de stress pour un candidat aux municipales : ses bulletins de vote recalés après un premier contrôle pourtant favorable

Cédric Thomire

~3 minutes

Patrick Cibois, tête de liste aux élections municipales à Lillebonne, a eu quelques sueurs froides, en début de semaine. Alors qu'il animait une réunion publique, il a reçu un SMS de la préfecture lui indiquant que ses bulletins de vote n'étaient pas valables et qu'il fallait qu'il en présente de nouveaux.

Une erreur que personne n'a remarquée

Le candidat a été très surpris de ce message. D'autant que les bulletins avaient été validés au Havre le vendredi 27 février, lors de la commission de propagande qui contrôle la conformité des bulletins, à la sous-préfecture. [Patrick Cibois](#) et sa concurrente [Christine Déchamps](#), maire sortante de Lillebonne, y assistaient en plus de quatre personnes. *"Il y avait un magistrat, deux représentants de la sous-préfecture et un agent de la poste. J'ai présenté mon bulletin au format A5, Christine Déchamps le sien au format A4. Les noms et le poids des bulletins ont été vérifiés. Aucune remarque n'a été faite sur la taille du bulletin"*, raconte Patrick Cibois.

Une grande feuille pour plus de 31 noms

Or, il s'avère que le Code électoral prévoit que pour les listes comportant plus de trente et un noms, le format des bulletins doit être A4 (210 x 297 mm). Sont comptés à la fois les candidats au conseil municipal, mais aussi les noms des futurs délégués communautaires. Ce qui a échappé à Patrick Cibois. Les torts sont partagés, la commission aurait dû se rendre compte de l'erreur dès le vendredi 27 février.

"L'égalité de traitement sécurisé"

Avant la nouvelle commission de propagande qui s'est réunie mercredi 4 mars à 14 heures, Patrick Cibois s'est empressé de commander à son imprimeur 12 000 nouveaux bulletins au bon format. Qui ont été validés. "*Cette démarche a permis de sécuriser la sincérité du scrutin et l'égalité de traitement entre les candidats le jour des élections*", précise la préfecture de la Seine-Maritime, interrogée par la rédaction.

Cet incident de campagne a contraint de décaler d'une journée la mise sous pli des professions de foi et des bulletins de vote à destination des Lillebonnais. Sans conséquence pour le bon déroulement de l'élection.

Preuve que le format du bulletin n'était pas évident à déterminer, un article de *La Voix romaine*, le bulletin municipal, explique dans un article que "*le bulletin de vote est un document au format A5...*".

Vattetot-sous-Beaumont. Ne plus rayer les noms : "C'est une bêtise"

Charles Turcant

3-4 minutes

Généralisation des listes paritaires, possibilité de déposer des listes incomplètes et fin du panachage (c'est-à-dire de rayer des noms)... Ce sont les trois grands points de la réforme du scrutin, généralisé à toutes les communes y compris celles de moins de 1 000 habitants, pour les élections municipales des 15 et 22 mars.

"Garantir la vitalité démocratique"

Une réforme *"visant à harmoniser le mode de scrutin"*, afin de *"garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité"*, expliquait le gouvernement en mai 2025, lors de l'officialisation de cette mesure. Un changement pas forcément bien accueilli par tous les maires de petites communes. Outre la difficulté avancée par certains de constituer des listes paritaires, c'est la fin du panachage qui interroge.

"C'est une bêtise d'avoir voulu uniformiser le mode de scrutin dans toutes les communes", estime Hervé Niepceron. Le maire de Vattetot-sous-Beaumont était déjà monté au créneau lors de l'assemblée générale de la section seinomarine de l'AMRF (Association des maires ruraux de France), en octobre, à Grainville-la-Teinturière. Cinq mois plus tard, à dix jours des élections, sa colère n'est pas retombée : *"Je sais que certains élus sont favorables à cette réforme, avec une vraie conviction. D'autres, ça les arrange..."*

"Il peut y avoir de mauvais pigeons"

Le principal argument opposé est le côté *"tir au pigeon"*, incluant le risque que le nom du candidat tête de liste censé devenir maire soit barré au point de ne pas être éligible, et qu'aucun autre colistier ne souhaite l'être. *"Mais en quoi est-ce un problème que le maire ou la tête de liste soit visé(e) ? On n'est pas en Russie... et il peut y avoir de mauvais pigeons"*, rétorque Hervé Niepceron. *Je suis élu depuis 2001. Quand je voyais mon nom raturé, je me disais que l'électeur*

pouvait s'exprimer. Là, c'est interdit. Cette réforme a été voulue par les élus, pas par les électeurs. De fait, des citoyens se demandent si ça vaut le coup de voter dans les petites communes qui n'ont qu'une seule liste puisqu'elle passera intégralement sans souci."

Une abstention en hausse ?

Ainsi, Hervé Niepceron craint que l'abstention ne s'intensifie dans ces petites communes, le 15 mars : *"On va peut-être s'approcher de l'abstention d'autres élections, comme les régionales ou les européennes, alors que les municipales sont les plus plébiscitées. On n'a pas autre chose à faire que changer quelque chose qui marche ? Je comprends ce mode de scrutin dans les communes plus importantes, avec plusieurs listes ; pas dans nos villages. Je me sens en décalage avec d'autres élus qui ne disent rien. Je trouve qu'on se moque des électeurs... Et avant d'être élus, nous, candidats, sommes aussi des électeurs."*

Municipales 2026. A Bolbec, un colistier RN au cœur d'une polémique pour des publications racistes

Camille Gasly

~2 minutes

À une semaine du premier tour des élections municipales, la campagne électorale s'agite à Bolbec. Un proche du candidat du Rassemblement national, [Douglas Potier](#), est au cœur d'une polémique après la diffusion de publications jugées racistes et islamophobes sur ses réseaux sociaux.

- **A lire aussi.** [Municipales 2026. Qui sont les candidats de la liste de Douglas Potier à Bolbec ?](#)

Des dessins diffusés sur un compte Facebook personnel

Selon les informations révélées vendredi 6 mars par le média d'investigation [Le Poulpe](#), un colistier du candidat RN, [Douglas Potier](#), aurait partagé sur son compte Facebook personnel une dizaine de dessins à caractère raciste, présentés comme humoristiques et stigmatisant la communauté musulmane. Ces publications auraient été diffusées entre octobre 2025 et janvier 2026.

Sous le pseudonyme "*Tonio Elvis*", Antoine Courché partage ce type de publications avec un peu plus de 770 abonnés sur son compte. Âgé de 63 ans et ancien chauffeur de bus, il figure en 9^e position sur la liste de Douglas Potier et pourrait, si celui-ci est élu, devenir maire adjoint chargé du logement et de l'environnement.

Une plainte déposée auprès du parquet du Havre

Face à ces contenus, une plainte a été déposée auprès du parquet du Havre fin février par Rachid Chebli, colistier de David Duhamel, candidat du Parti communiste français.

"Elles m'ont horriifié" : un colistier RN visé par une plainte à Bolbec après avoir partagé des publications racistes et islamophobes

Écrit par Clémence Blanche

5–6 minutes

D'octobre 2025 à janvier 2026, une dizaine de publications racistes et stigmatisant la communauté musulmane ont été partagées sur les réseaux sociaux par un colistier du candidat Rassemblement National, Douglas Potier, à Bolbec (Seine-Maritime). Une plainte a été déposée au parquet du Havre fin février. On vous explique la polémique.

[Élections municipales 2026](#)

Il y a de l'agitation à Bolbec (Seine-Maritime). Alors que le premier tour des élections municipales 2026 doit avoir lieu dans une semaine, la ville est secouée par un scandale, révélé par nos confrères du média d'investigation *Le Poulpe*, vendredi 6 mars.

Un colistier du candidat Rassemblement National, Douglas Potier, a partagé une dizaine de dessins à caractère humoristiques, racistes et islamophobes, sur son compte Facebook personnel.

Ces publications font l'objet d'une plainte au parquet du Havre de la part de Rachid Chebli, colistier de David Duhamel (PCF), candidat d'opposition à la mairie. Nous avons pris connaissance de ces dessins et nous vous expliquons la polémique.

Une première publication montre un sapin de Noël couvert de charcuterie et de fromages fait par l'IA, censé éloigner les "*boukak*" selon son auteur. Un terme extrêmement péjoratif et raciste utilisé pour désigner une personne d'origine arabe ou noire, dérivé des mots "bognoule" et "macaque".

Sous cette publication datant du 1^{er} décembre 2025, les internautes montrent leur hilarité, voire assument des positions haineuses "anti-arabes". Quelques jours avant, le 24 novembre, un autre dessin insinue que les personnes de confession musulmane ont des rapports sexuels avec des chèvres.

La publication la plus récente visée par la plainte, date du 16 janvier dernier. Elle montre un homme avec un turban blanc sur le crâne pris dans une tapette à souris marquée du logo des allocations familiales. Au-dessus est inscrit "J'ai chopé le premier", l'auteur du partage note "MDR", pour "mort de rire".

Voilà la teneur des publications de "Tonio Elvis", pseudonyme d'Antoine Courché, à ses quelque 800 abonnés. Cet ancien chauffeur de bus de 63 ans est 9^e sur la liste de Douglas Potier (RN). Si ce dernier venait à être élu, Antoine Courché pourrait être maire adjoint en charge du logement et de l'environnement.

Et ces publications ne sont pas passées inaperçues, notamment dans le camp de Rachid Chebli, colistier de David Duhamel (PCF).

"J'ai découvert les publications sur les réseaux sociaux car on suit pas mal ce qui est publié en période électorale", explique Rachid Chebli. Lorsqu'il les retrouve, il prend immédiatement des captures d'écran.

"Elles m'ont horriifié, j'étais meurtri et humilié en tant qu'élu mais aussi en tant qu'humain. Au début je ne voulais pas porter plainte parce que les publications ont été retirées le jour suivant", retrace-t-il.

Finalement, il change d'avis. Il fait un signalement Pharos et décide de déposer plainte fin février 2026, un récépissé de la poste faisant foi que la procureure du Havre a reçu le courrier.

Ça devient normal de nos jours, banalisé, et je ne veux pas que ça le devienne. Je suis extrêmement attaché à la liberté d'expression mais là, ce n'en est pas : c'est du racisme, un délit.

Rachid Chebli

Colistier de David Duhamel "Bolbec autrement"

"Je dirais même que cela va au-delà de l'humour et de la provocation, c'est de l'appel à la haine", affirme-t-il avec force.

Rachid Chebli place beaucoup d'espoir envers la justice, espérant que la plainte ne sera pas classée sans suite.

Selon lui, cette campagne municipale 2026 montre la montée des discours discriminatoires dans l'espace public, plus qu'en 2020. Un autre candidat, à Darnétal, à côté de Rouen, aurait aussi été témoin de propos racistes sur les réseaux sociaux de la part de candidats à la mairie.

Le maire actuel et candidat à sa réélection, Christophe Doré (Divers centre), assure que le racisme n'a pas sa place dans le débat public. *"Il est hors de question qu'on puisse tenir de tels*

propos", assène-t-il.

Là où je le rejoins, c'est que les réseaux sociaux sont un déversement de haine et d'ignominie, même au-delà du racisme. Il faut qu'il y ait une vraie législation, il faut que ça s'arrête.

Christophe Doré

Maire actuel de Bolbec et candidat à sa réélection (Divers centre)

"Je n'étais pas au courant de cette histoire, ajoute-t-il. Maintenant, il faut que la justice fasse son travail." Si Rachid Chebli a entrepris cette démarche, c'est pour "garder l'espoir" et que "ce soit constructif au-delà des clivages gauche-droite".

Pour cela, il propose à toutes les listes candidates aux élections municipales de 2026 de signer une "charte de dignité républicaine", qu'il a rédigée et partagée [sur le site](#) de l'association nationale des élus locaux d'opposition (AELO).

Le candidat RN Douglas Potier, de son côté, a affirmé samedi 7 mars dans la matinée *"ne pas être au courant"* des publications de son colistier, sans vouloir s'exprimer davantage dans la journée.

À Bolbec, entre Rouen et Le Havre, les sorties racistes numériques d'un candidat RN

Auteur Manuel Sanson

6-8 minutes

Le Poulpe a pris connaissance de plusieurs messages au caractère raciste affirmé, postés sur un réseau social par un candidat Rassemblement National figurant sur la liste de Douglas Potier, à la tête du parti d'extrême droite en Seine-Maritime, pour les élections municipales de Bolbec. Une plainte a été adressée au parquet du Havre.

Comme souvent du côté du Rassemblement National, il y a la tête de gondole, un jeune chef de parti propre sur lui, tout sourire et dents éclatantes en bandoulière, aspirant aux plus hautes fonctions, qu'on a vu dernièrement [déambuler dans les ruelles pavées de Pont-Audemer](#) entouré de ses fans venus nombreux.

Et puis il y a l'arrière-boutique, moins reluisante, composée entre autres des fameuses « brebis galeuses », comprenez ces élus et militants RN qui peinent à masquer leur racisme décomplexé. [À l'image d'une récente enquête de Libération à l'échelle du pays](#), *Le Poulpe* en a "débusqué" une à Bolbec, dans le pays de Caux entre Rouen et Le Havre, au sein de la liste du parti d'extrême droite pour les élections municipales.

Dans cette ville périurbaine d'un peu plus de 11 000 habitants, la tête de liste du parti à la flamme n'est autre que Douglas Potier, délégué départemental du RN en Seine-Maritime. C'est donc un cadre local du RN chargé en théorie d'adopter la ligne exigée par les hautes sphères du parti, à savoir la "dédiabolisation" et le "pas de vagues" .

Sauf que l'un de ses colistiers, Antoine Courché, en neuvième position sur la liste, n'a visiblement pas compris la consigne. *A minima*, il n'a pas su ou voulu masquer certains propos ou photos mis en ligne sur un réseau social, clichés et posts qui de toute évidence relèvent du racisme le plus abject.

Selon nos informations, certains des messages postés sur son

profil Facebook baptisé "Tonio Elvis" ont été transmis, à l'initiative de Rachid Chebli, conseiller municipal d'opposition et candidat du rassemblement de la gauche au prochain scrutin municipal, au parquet du Havre accompagnés d'une plainte pour « *des faits susceptibles de qualification pénale au titre de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, notamment pour provocation à la haine ou à la discrimination et injures à caractère racial ou religieux* ».

« *Je n'ai, en l'état, aucun élément sur cette plainte à mon niveau* », indique aujourd'hui Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre. Elle ajoute « *ne pas être en capacité de confirmer ou d'infirmer* » nos informations. Et encore moins de préciser si une enquête a été ouverte.

Dans le détail, les clichés que *Le Poulpe* a pu consulter, postés entre décembre et février dernier, ciblent crûment la communauté musulmane, montrée comme arriérée, voleuse, violente ou encore animalisée par des soi-disant "blagues" profondément racistes.

En prime, ces publications font l'objet d'autres commentaires toujours plus haineux, racistes et insultants envers les musulmans.

"Je sais qu'Antoine n'est évidemment pas quelqu'un de raciste"

L'un des clichés postés représente plusieurs jeunes hommes d'origine africaine dans une espèce de cage. La photo est accompagnée du message suivant : « *Quand les pêcheurs remontent leurs casiers en Méditerranée* ».

Un autre montre un piège à rongeur, flanqué du sigle de la CAF, refermé sur un homme enturbanné portant une djellabah, et la légende : « *J'ai chopé le premier* ». Et "Tonio Elvis", alias Antoine Courché, d'agrémenter son post de l'abréviation MDR pour "mort de rire".

Sur au moins l'une des captures d'écran consultées par *Le Poulpe*, un internaute réagit sur le mur d'Antoine Courché par des injures racistes telles « *bougnoule, macaque et race de mort* ».

D'après nos sources, seuls les près de 800 amis "Facebook" d'Antoine Courché auraient eu accès à ces mêmes clichés pouvant relever d'une infraction pénale. Une grosse tache éclaboussant la liste emmenée par le premier représentant du RN en Seine-Maritime, parti qui se veut exemplaire sur le plan national. D'autant plus que, selon *Le Courrier Cauchois*, Antoine Courché serait pressenti pour être nommé adjoint au maire au logement en cas de victoire du RN aux municipales .

Si rien n'est écrit à cette heure, le parti de Marine Le Pen ne cesse

de progresser dans cette commune ouvrière touchée de plein fouet par la désindustrialisation et le chômage. Lors des dernières législatives de 2024, Douglas Potier est arrivé en tête avec un écart de 15 points face à sa concurrente macroniste, finalement élue sur le fil à l'échelle de la circonscription. Pour le scrutin municipal de mars, trois listes sont engagées : le RN, le centre droit [du maire sortant](#) et l'opposition de gauche.

Si le RN l'emporte, Antoine Courché aurait entre autres à piloter le secteur du logement social, et l'on peut dès lors redouter quelques préjugés à l'encontre des personnes de confession musulmane, de quoi s'interroger sérieusement sur son aptitude à un tel poste.

Contacté, Douglas Potier affirme n'avoir eu connaissance d'aucun dépôt de plainte ou de potentiels contenus racistes en ligne de la part de son colistier. Bien que *Le Poulpe* ne soit pas en mesure de le vérifier de manière formelle compte tenu des paramètres de la page d'Antoine Courché, la tête de liste RN à Bolbec aurait pu être l'ami Facebook de "Tonio Elvis" et donc avoir accès auxdits contenus. « *J'ai plus de 5 000 amis et je ne m'occupe pas beaucoup de mes comptes* », soutient en tout état de cause Douglas Potier.

« *Je connais Antoine, il habite Bolbec depuis longtemps. Il est connu pour son engagement en faveur de la lutte contre toutes les discriminations. Je sais qu'Antoine n'est évidemment pas quelqu'un de raciste* », affirme encore Douglas Potier, ajoutant qu'à sa connaissance, Antoine Courché n'a jamais été condamné pour racisme et que « *c'est l'extrême gauche qui tue en France* », en référence à la récente affaire Quentin Deranque à Lyon mais sans aucun rapport avec les posts de son colistier.

« *J'en parlerai avec lui. Si je constate que ce sont des propos inappropriés, je lui demanderais évidemment de les supprimer et de présenter ses excuses* », conclut le candidat RN. Contacté par l'intermédiaire de Douglas Potier, Antoine Courché, « *chauffeur de bus retraité et membre d'une association musicale* », n'est pas revenu vers nous avant la mise en ligne de cet article.

« *Ces publications sont intervenues dans un contexte de campagne municipale à Bolbec. Elles participent d'un climat de stigmatisation fondé sur l'origine et la religion et portent atteinte à la dignité des personnes visées ainsi qu'à la sérénité du débat démocratique local* », écrit de son côté Rachid Chebli dans sa plainte transmise au parquet du Havre.

Municipales 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray : quelles sont les forces en présence dans ce bastion communiste ?

6-7 minutes

Trois listes sont en lice aux élections municipales 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray, troisième ville de l'agglomération de Rouen (Seine-Maritime). Présentation.

Sur le même thème

[Métropole Rouen](#)

[Municipales 2026](#)

[Parti communiste \(PCF\)](#)

Article réservé aux abonnés



Trois listes sont en lice aux élections municipales de mars 2026 à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime). (©Documents transmis)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 7 mars 2026 à 11h42

Troisième ville de la Métropole Rouen Normandie [en termes de population](#) (tout juste derrière [Sotteville-lès-Rouen](#)), la commune de [Saint-Étienne-du-Rouvray](#) est depuis plusieurs décennies dirigée par une municipalité de gauche, avec à sa tête un maire [PCF](#). Aux élections municipales de mars 2026, trois listes sont en lice. Les

voici.

Une municipalité sortante qui veut « prolonger la dynamique »

Maire sortant, **Joachim Moyse a succédé à Hubert Wulfranc en 2017** en cours de mandat quand celui-ci est devenu député. Élu une première fois en tant que tête de liste en 2020, il se présente une nouvelle fois devant les électeurs, avec une liste d'union de la gauche (excepté LFI), intitulée « **La gauche rassemblée, agir et vivre à Saint-Étienne-du-Rouvray** ».

« Je souhaite prolonger la dynamique engagée, un projet ne peut se définir à court terme, il faut nécessairement penser plus loin si l'on veut vraiment peser sur les choses, explique le maire sortant, professeur de physique-chimie de profession. Une bonne partie de l'équipe actuelle repart donc avec moi, la liste comporte environ 25 % de candidats nouveaux. Il s'agit d'une liste d'union de la gauche, qui associe des communistes, socialistes, écologistes et des citoyens hors partis. **J'ai tendu la main aux insoumis le plus longtemps possible**, ils n'ont pas souhaité nous rejoindre. »

Le projet s'inscrit logiquement dans la même continuité, comme le présente le candidat :

Nous voulons une ville qui protège, c'est la solidarité et la sécurité ; une ville qui préserve, c'est tout ce que l'on peut faire en matière de santé ; une ville qui change, avec tout un programme de rénovation de logements et d'équipements publics ; une ville épanouie, notamment par le sport et la culture ; une ville qui émancipe, avec toute notre action en faveur des écoles et du périscolaire, la jeunesse et l'insertion ; une ville qui dialogue, en repensant la place du citoyen dans l'élaboration de l'action publique.

Une liste « 100 % citoyenne et indépendante »

En face, on trouve une liste qui se définit comme étant « 100 % citoyenne et indépendante, non partisane ». Son nom est « **Avec vous, pour Saint-Étienne-du-Rouvray, tout possible** », et elle est conduite par **Aziz Erden**, un entrepreneur (dans le bâtiment et la promotion immobilière) de 52 ans.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Je me suis toujours intéressé à la vie politique, mais de loin,

rapporte-t-il. Mon engagement est le fruit d'une réflexion entamée il y a deux ans et demi, quand des proches m'ont alerté sur la situation de la ville, notamment financière. »

Aujourd'hui je veux rendre ce que la ville m'a apporté. Je présente une liste qui n'a pas de bord politique car il y a de bons sujets à gauche et à droite, et surtout parce qu'une ville n'a pas besoin d'étiquette mais d'un programme de développement et d'une bonne gestion.

Dans son programme, le candidat met en avant la sécurité, « **mais pour cela il faut régler les problèmes de la jeunesse, d'emploi et d'éducation** », appuie-t-il, ajoutant : « Il faut travailler à rétablir les finances de la ville et au développement de l'économie et de l'attractivité du territoire, sans quoi on ne peut résoudre aucun problème la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray : un **centre-ville qui n'a plus de commerces de proximité**, des équipements municipaux à moderniser, un manque de logements, un patrimoine local et un secteur de la culture à valoriser, etc. »

Une liste Nouveau parti anticapitaliste-Révolutionnaires

Enfin, une troisième liste est en lice, il s'agit de « **Saint-Étienne vraiment à gauche, avec le NPA-Révolutionnaires** ». Elle est conduite par **Noura Hamiche**, conseillère municipale sortante.

Elle explique : « Je suis élue dans l'opposition municipale depuis 2014. Depuis cette date, les prises de position de notre groupe municipal se sont systématiquement fait l'écho des injustices et de la violence de notre monde. **Et elles ont aussi popularisé les exigences et les droits du monde des salariés et de la jeunesse**. Face aux conséquences dans la commune de SER des politiques anti-ouvrières et antisociales, face à la précarisation, à la paupérisation des populations, nous avons porté des réponses pour en finir avec le capitalisme. »

Le but de notre liste c'est de combattre frontalement la droite de Macron et l'extrême-droite de Le Pen et Bardella et tous les soutiens locaux de ces ennemis des pauvres. Mais pour cela, nous ne faisons pas confiance à des partis qui se disent « de gauche » comme le PS et ses nombreux alliés qui nous ont toujours trahis à chaque fois qu'ils ont gouverné. C'est pour cette raison que nous sommes totalement indépendants de la majorité municipale qui gère la commune depuis des décennies.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en

Municipales 2026. À Sotteville-lès-Rouen, beaucoup de cyclistes et peu d'aménagements

Blaise Diagne

8-10 minutes

Série municipales 2026 (6/6). Dans la Métropole de Rouen, le développement de la mobilité douce est un thème majeur des élections municipales. Exemple à Sotteville-lès-Rouen qui compte un nombre élevé de cyclistes sans que le développement de la pratique ne soit, jusqu'à récemment, une priorité municipale.



Jonathan Figuet-Maheu, cycliste sottevillais depuis plus de dix ans, estime le potentiel de cyclabilité de sa commune loin d'être exploité à son maximum. - Paris Normandie



Publié: 7 Mars 2026 à 08h38 Temps de lecture: 1 min

Les températures bien au-dessus des normales saisonnières de ce début mars 2026 ont beau inquiéter les spécialistes, elles n'en font pas moins le bonheur des autres. D'une catégorie de population, en particulier : les cyclistes, comme Justine et son fils Axel, 6 ans, qui profite d'une fin de matinée ensoleillée pour faire une balade à vélo à [Sotteville-lès-Rouen](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le duo n'est pas croisé n'importe où ; avenue de la Libération, l'axe qui sépare le bois de la Garenne du [centre hospitalier du Bois-Petit](#). Tout sauf un hasard. « *On passe par là parce qu'il y a un vrai bout de piste cyclable* », glisse la maman. L'aménagement en question longe le bois en mangeant une partie du trottoir sans priver pour autant les piétons d'espace. Il est délimité par un marquage au sol clair et visible et deux poteaux blancs disposés à ses extrémités. « *Ailleurs en ville, c'est souvent compliqué*, poursuit Justine. *Je n'irai pas rouler avec mon fils rue de Paris, par exemple.* »

« Rue de Paris, c'est dangereux, les voitures roulent vite et nous frôlent. »

Justine, vélotaffeuse sottevillaise

Habitante du secteur, la Sottevillaise dit emprunter quotidiennement cette longue ligne droite à vélo pour se rendre à son travail à Rouen. Le trajet n'a rien d'une sinécure. « *On ne peut pas rouler sur la piste cyclable à cause des racines donc on est obligés d'aller sur la route*, témoigne-t-elle. *C'est dangereux, les voitures roulent vite et nous frôlent. J'ai déjà failli avoir un accident !* » Elle privilégie donc autant que possible les petites routes « *pour être plus tranquille* », quitte à rallonger son temps de parcours.

Le paradoxe sottevillais

Comme Justine, la commune de la rive gauche compte de nombreux vélotaffeurs, du nom de ceux qui privilégient le vélo pour leur trajet domicile-travail. D'après une [étude](#) de l'INSEE parue en janvier 2025, la ville est même, avec une part modale de 5,2 % enregistrée en 2022, celle de la métropole rouennaise qui en compte le plus, loin au-dessus de la moyenne du territoire à 2,9 %.

C'est un paradoxe : la même année, en 2025, la Fédération française des usagers de la bicyclette ([FUB](#)), organe de référence au niveau national, attribuait dans son quatrième baromètre vélo (une enquête basée sur le ressenti de plus de 330 000 contributeurs) la note de 3,02 sur 6 à Sotteville-lès-Rouen, mention « plutôt défavorable ». Cela la situe en dessous de la moyenne de sa catégorie « communes de banlieue » dans tous les items : sécurité, confort, efforts de la commune, services et stationnements, ressenti général.

Pas terrible, mais la commune revient de loin : dans le [premier baromètre](#), en 2017, elle recevait une note de 1,98 sur 6 (mention très défavorable) avec une... avant-dernière place nationale à la clé dans sa catégorie. Dans [ses commentaires](#), Sabine, principale association cyclo de la région rouennaise, soulignait à l'époque « l'(in)action de la mairie en matière de politique et d'aménagements cyclables ».

« Il y a une évolution, mais elle est lente »

« *Sotteville a de gros atouts : sa proximité immédiate avec Rouen, sa densité urbaine, son côté plat, sa population assez familiale. Et pourtant... Il y a une évolution, mais elle est lente* », juge neuf ans plus tard Jonathan Figuet-Maheu, membre du bureau de Sabine et cycliste sottevillais de longue date. [Entre 2019 et 2021](#), toute la ville hors grands axes (avenues des Canadiens et du 14 juillet, rue de Paris) a basculé en « zone 30 », avec une vitesse limitée à 30 km/h pour les automobilistes. En 2019 toujours, l'association Guidoline a ouvert un [atelier de réparation participatif](#) rue Pierre-Corneille, dans le cadre d'une convention avec la municipalité.

Certains abords d'école sont interdits aux véhicules motorisés aux heures d'entrée et de sortie de classe – l'école Jean-Rostand, par exemple. Une voie partagée rue des Déportés et une zone de rencontre piétons-cyclos-voitures rue Léon Salva au niveau du lycée Marcel-Sembat (limitée à 20 km/h) ont été inaugurées au cours du mandat. « *C'est très mal fait*, cingle à ce propos le Sottevillais. *On ne voit pas de différence nette avec le reste de la rue. Je n'irais pas me promener au milieu de la route...* »

L'exemple des Canadiens

Les axes principaux restent globalement à conquérir. « *Avenue du 14-Juillet, j'y passe pour emmener mon fils au sport [le stade Jean-Adret], c'est encore très voiture*, appuie Jonathan. *Il y a des espaces de stationnement des deux côtés, parfois sauvages, entre les platanes, et la chaussée est en très mauvais état.* » L'exemple à suivre est [l'avenue des Canadiens](#) et sa piste cyclable bidirectionnelle de 1,2 kilomètre de long inaugurée en septembre 2025. La [rue Raspail](#) suit actuellement le même chemin. L'axe rue Pierre-Corneille-rue de Paris-rue de Quatre-Mares doit suivre d'ici à 2028, si l'on se fie au calendrier annoncé.

Autant de chantiers pilotés par la Métropole Rouen Normandie en partenariat avec la Ville. La municipalité, rappelle-t-on par ailleurs chez Sabine, conserve un pouvoir de police sur les questions de circulation et de stationnement.

Lire aussi



Municipales 2026 à Rouen. Au meeting de Maxime Da Silva (LFI) à la Halle aux toiles : RIC et rap

Blaise Diagne

6–7 minutes

Le candidat LFI aux élections municipales de Rouen Maxime Da Silva tenait son meeting de campagne ce vendredi 6 mars 2026 à la Halle aux Toiles. À ses côtés, les députés Alma Dufour et Louis Boyard.



Maxime Da Silva tenait son meeting de campagne à la Halle aux toiles ce vendredi 6 mars 2026. - DR



Publié: 7 Mars 2026 à 15h07 Temps de lecture: 1 min

C'est le grand soir, ce vendredi 6 mars 2026 à la Halle aux toiles.

Au rez-de-chaussée, Lutte ouvrière tient meeting avec ses candidats en lice à Rouen ([Eric Moisan](#)), Oissel et Sotteville-lès-Rouen. Dehors, la Gauche Révolutionnaire tracte. Dans le hall, la CGT fait signer une pétition « contre la fermeture du bureau de poste de Grammont ». Ses représentants ouvriront le principal événement de la soirée, dans la grande salle – comble, 500 personnes annoncées – du premier étage : le meeting du candidat

LFI à la mairie de Rouen, Maxime Da Silva.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'animation a été confiée à Alma Dufour, unique députée du parti en Seine-Maritime (quatrième circonscription). Le programme est dense, la trentenaire est là pour mettre du rythme. Deux tables rondes sur les mesures phares du programme, un sketch, les prises de parole des têtes d'affiche (le médiatique député Louis Boyard avant Maxime Da Silva), et un concert final avec des rappeurs locaux. Dans la salle, au milieu des convaincus, beaucoup de (très) jeunes dont on devine qu'ils assistent à leur premier rendez-vous politique.

« **Siamo tutti antifascisti** »

Il faut parler à tout le monde, et pourquoi pas créer des ponts.
« *Voter Maxime Da Silva, voter LFI, c'est un vote de résistance antiraciste et antifasciste* », scande Alma Dufour. *Siamo tutti antifascisti*, le chant des antifascistes italiens, est repris en chœur par la salle. Les membres de la liste « [Faire mieux pour Rouen](#) » se relaient ensuite sur scène pour décliner les principaux points du programme insoumis : carte famille monoparentale, sécurité sociale de l'alimentation, plafonnement des loyers, ouverture de centres communaux de santé.

Le discours de Louis Boyard balaie large (non au gouvernement Macron, à l'ultra-capitalisme, à la guerre, aux violences policières, oui à la diversité, à la consultation populaire, à la gratuité des services publics), Maxime Da Silva resserre la focale. L'extrême droite est l'ennemie, rendu responsable de l'attaque récente de son local de campagne – « *Jamais vous ne me ferez baisser les yeux* », lance-t-il –, et Nicolas Mayer-Rossignol et Marine Caron sont renvoyés dos à dos au sein d'un « *bloc macron-compatible* [...] *L'un veut son palais des congrès, l'autre dit ça coûte trop cher, l'une veut le contournement est, l'autre dit ça coûte trop cher... Avec nous vous serez tranquille, vous n'aurez ni l'un, ni l'autre !* »

Claude et Bilel

Si Claude a aimé le discours de Louis Boyard, elle nuancerait celui du candidat rouennais. D'accord pour la fin du financement des [écoles privées](#) par la Métropole, moins sur la charge contre le maire sortant. « *Des choses ont été faites sur le plan social durant le mandat* », juge la Rouennaise. Claude œuvre au sein de l'association [Elles font leur cinéma](#) qui organise un festival annuel à l'Omnia.

Bilel est venu de « *la Sablière* » (Grammont) avec Kelian, avant

tout pour 2SB, le groupe de rap de leur quartier. « *Moi je suis d'accord avec presque tout ce qui a été dit, dit le premier. Ils ont parlé de nous, ça change des autres politiques. Ils veulent nous aider à nous en sortir.* » Les deux potes ne voteront toutefois pas pour LFI dans neuf jours : ils ont 16 ans.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[À Petit-Couronne, le conseil municipal vote le dernier budget du maire Joël Bigot](#)



[Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule liste en course](#)



Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Nadia Mezrar veut « continuer d'agir » avec « sérieux et ambition »

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

Jeunesse, santé, sécurité, solidarité, écologie... Le programme de la maire sortante et de son équipe « Ensemble, continuons d'agir pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf » comporte 170 propositions.



Saint-Pierre-lès-Elbeuf, Liste de Nadia Mezrar, maire sortante.
« Ensemble, continuons d'agir pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf » -
Paris Normandie



Publié: 7 Mars 2026 à 20h15 Temps de lecture: 1 min

C'est au parc du Manoir que Nadia Mezrar, la maire sortante, a choisi de présenter sa liste « Ensemble, continuons d'agir pour Saint-Pierre-lès-Elbeuf ». Une équipe « *renouvelée à 58 %, compétente et représentative* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Ce lieu est emblématique, justifie l'élue. C'est là que nous réaliserons un des projets majeurs du prochain mandat, [la médiathèque Claude-Vochelet](#). Elle sera opérationnelle à l'été 2027. » Cette construction s'inscrit dans un vaste programme de 170 propositions.

Enfance et santé

Priorité est donnée à l'éducation, l'enfance et la jeunesse. La réhabilitation des écoles Hector-Malot et Jules-Verne mobiliseront un investissement d'1,5 M€. Un Relais assistantes maternelles sera créé et le Cap jeunes sera doté d'un « *espace extérieur, le Jardin du Cap* » pensé avec les usagers et le futur conseil municipal des ados. « *Le complexe des Saulniers sera refait et un pumtrack créé* », complète Nadia Mezrar. Le Pass'asso, une aide de 15 €, contribuera à l'adhésion des enfants à un club.

Au chapitre « solidarité et [santé](#) », « [la résidence autonomie](#) sera réhabilitée et un service de portage de repas mis en place, poursuit l'élue. *L'implantation d'un pôle médical au 404 rue aux Saulniers est prévue.* »

Sécurité et écologie

La Ville s'est dotée d'une police municipale avec cinq agents. « *Il n'y aura pas de police intercommunale mais nous pourrons compter sur le renfort de la police métropolitaine évoquée par Nicolas Mayer-Rossignol, qui m'apporte son soutien* », glisse Nadia Mezrar. *Par ailleurs, « six nouvelles caméras de vidéoprotection seront installées cette année, portant leur nombre à 40.* »

Les panneaux photovoltaïques vont essaimer dans toute la ville : [sur le parking du boulodrome](#), la piste de roller, les toitures des bâtiments municipaux... Tous les projets seront détaillés lors d'une réunion publique, le mardi 10 mars 2026 à 18 h 30, à l'espace Philippe Torretton.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Daniel Leblanc veut créer une brigade spécialisée contre les violences

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

Troisième liste déclarée à Caudebec-lès-Elbeuf, « La France citoyenne », menée par Daniel Leblanc, veut créer une brigade spécialisée contre les violences « conjugales, infantiles et animalières ».



Karen Prévost, Daniel Leblanc et Sébastien Vouin sont les trois premiers de la liste « La France citoyenne » - Paris Normandie



Publié: 8 Mars 2026 à 11h35 Temps de lecture: 1 min

Responsable du Front national dans les 2e et 3e circonscriptions de l'Eure de 2014 à 2016, c'est sans étiquette, si ce n'est celle du mouvement qu'il a créé en 2024, « La France citoyenne », que Daniel Leblanc se présente aux élections municipales à [Caudebec-lès-Elbeuf](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« J'ai quitté le FN parce que je ne me reconnaissais plus dans sa gestion et ses « parachutages » de candidats, justifie l'agent logistique de 59 ans, installé à Caudebec depuis trois ans. J'ai créé « La France citoyenne » en vue des élections municipales. La préfecture m'a intitulé « divers droite » mais nous sommes ouverts à tous. »

« Avec l'accord de la Métropole si possible, ou sans »

Son programme place en priorité la sécurité. *« Il s'agit de recruter trois ou quatre nouveaux policiers municipaux qui seront spécialisés dans le traitement des violences conjugales, infantiles et animalières, détaille le candidat. Nous restaurerons l'éclairage nocturne et mettrons en conformité les dos d'ânes, avec l'accord de la Métropole si possible, ou sans. »*

Deuxième axe de travail, le [logement indigne](#). *« Nous disons stop aux logements insalubres. Pour aider financièrement et ponctuellement les propriétaires qui n'auraient pas les moyens d'entretenir leur bien, notamment lorsqu'il s'agit de la sécurité des habitants, nous définirons une enveloppe. »*

Loyers gratuits

D'une aide financière il sera aussi question pour soutenir l'économie locale, et particulièrement les commerces. *« Nous accorderons les deux premiers mois de loyer gratuitement pour aider au démarrage de nouveaux commerçants. »*

La propreté de la ville sera un sujet de préoccupation, à commencer par les déjections canines. *« Depuis quelque temps, [les usagers du parc canin doivent demander un badge](#) soumis à une caution (NDLR, de 20 €). Nous supprimerons cette caution et laisserons du temps aux propriétaires pour vacciner leur chien. »*

« La France citoyenne » projette enfin d'améliorer le fleurissement de la ville et de sensibiliser ses habitants au respect des règles.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026 à Sotteville-lès-Rouen. Quatre listes, trois thèmes : logement, éducation, sécurité

Blaise Diagne

5-7 minutes

Alexis Ragache, Alexis Vernier, Léticia Ossibi, Frédéric Podguszer : ils sont quatre à briguer le siège de maire de Sotteville-lès-Rouen. Avec quelles mesures en matière de logement, d'éducation et de sécurité ? En voici un (petit) échantillon.



Le parti socialiste est aux manettes de la commune depuis 1989. - Paris Normandie



Publié: 8 Mars 2026 à 18h43 Temps de lecture: 1 min

Six listes en 2014 ; cinq au second tour. Cinq listes en 2020 : quatre au second tour. La vitalité démocratique de Sotteville-lès-Rouen n'est plus à prouver. Ce sont cette fois quatre listes qui concourent pour le scrutin du 15 mars 2026 : [Alexis Ragache](#), le maire sortant (Vivre à Sotteville, liste PS, PC, Place publique), [Alexis Vernier](#) (Ensemble agissons pour Sotteville, liste LFI, les Écologistes, Génération.s et NPAA), [Léticia Ossibi](#) (Nouveau

regard pour Sotteville, liste citoyenne) et [Frédéric Podguszer](#) (Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La gauche est toujours là, avec toutes ses composantes ou presque. Seul changement notable avec 2020, le soutien de la section communiste locale à la liste d'Alexis Ragache en lieu et place de celle d'Alexis Vernier – le groupe d'opposition de ce dernier a compté un élu PC dans ses rangs durant ce mandat. Le centre-droit est également encore présent, avec la candidate Letycia Ossibi ([Jean Eastrabrook](#) en 2020) encartée chez Horizons, même si, elle le souligne, sa liste citoyenne n'est soutenue par aucun parti. Un seul bord manque finalement à l'appel : le [Rassemblement national](#), présent sans discontinuer depuis 2008, qui n'en sera pas cette année.

Logement

Enjeu central, le renouvellement urbain de la commune. Le programme d'Alexis Ragache contient notamment un accompagnement à la transition énergétique du parc urbain et une adaptation des logements au changement climatique ou au vieillissement de la population. Alexis Vernier propose entre autres la création d'un adjoint au logement pour porter une politique dédiée sur le sujet (par exemple le plafonnement des loyers). Letycia Ossibi propose notamment de lutter contre l'habitat indigne et d'accompagner la rénovation des logements sociaux.

Enfance

Sur le volet enfance, entre autres, la construction d'un centre multi-accueil petite enfance quartier Buisson et la poursuite de la rénovation des groupes scolaires pour le candidat Alexis Ragache, des rénovations également (écoles Rostand et Buisson) et la construction d'une nouvelle école pour désengorger les autres pour le candidat Alexis Vernier, la création de crèches publiques et d'un centre de loisirs en dehors du cadre scolaire pour Letycia Ossibi.

Sécurité

Sur le volet sécuritaire, Alexis Ragache propose par exemple une aide au financement d'une alarme anti-intrusion pour les foyers les plus modestes, la poursuite du déploiement de la vidéoprotection et la mise en place de la vidéo-verbalisation. Alexis Vernier propose d'installer un observatoire de la tranquillité publique ou d'œuvrer davantage en matière de sécurité routière. Letycia Ossibi veut renforcer les effectifs de la police municipale et les armer. Les deux

Municipales 2026. « Le Trait, ensemble pour l'avenir » est la seule liste en course

Mireille Loubet-Anquetil

5-6 minutes

Une seule liste, rassemblant des élus municipaux sortants de la majorité comme de l'opposition, se présente aux électeurs du Trait en mars 2026.



La liste « Le Trait, ensemble pour l'avenir » sera seule en lice pour les municipales de mars 2026. - DR



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 9 Mars 2026 à 06h38 Temps de lecture: 1 min

Les électeurs du Trait ne se déplaceront aux urnes, pour les élections municipales de mars 2026, qu'une seule fois dimanche 15 mars. Et pour cause, une seule liste est en course pour renouveler l'exécutif traiton. En effet, après des rencontres pendant plusieurs mois, des élus sortants, issus de la majorité comme de l'opposition

ont décidé de travailler sur leurs points communs.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

D'où le nom de la liste, « [Le Trait, ensemble pour l'avenir](#) » dont les élus succéderont à [Patrick Callais. Le maire sortant ayant décidé de ne pas renouveler son mandat](#). « *Notre démarche repose sur une idée simple : la commune se construit avec ses habitants. Nous voulons renforcer le dialogue et la participation citoyenne afin que les décisions importantes tiennent compte des attentes du territoire* ». Si la tête de liste propose le nom de William Guillard, c'est en binôme avec Marie Le Cousin que la commune sera gérée. Les deux élus seront d'ailleurs les deux représentants du Trait au sein du conseil métropolitain de [Rouen Normandie](#).

Réunion publique

Parmi les priorités énoncées par les 29 colistiers figurent le soutien aux initiatives locales, la qualité du cadre de vie et la solidarité, une gestion rigoureuse des finances pour préserver la stabilité fiscale, la sécurité et la tranquillité publique.

« *Nous souhaitons renouveler la manière de faire de la politique locale, en misant sur davantage d'écoute et de proximité. La participation citoyenne est au cœur de notre projet* ». Une réunion publique est programmée mercredi 11 mars 2026 à 18h à la salle Pierre Perret pour faire connaître les projets de la future équipe municipale.

[La liste complète](#) : William Guillard. Marie Le Cousin. Jean-Pierre Mourier. Monique Courselle. Vincent Sgarlata. Marie-Claire Beaufils. Christian Vlc. Céline Durvicq. Rémy Ponty. Elisabeth Bideaux. Jean-Marie Gille. Patricia Lefebvre. Charles Lenoir. Cécile Galhaut. Laurent Hauduc. Sophie Loquin. Jonathan Noël. Evelyne Leroy. Jérémie Crochemore. Céline Chanconi. Serge Debraize. Julie Legouis. Christophe Levasseur. Ezqi Yimazoui. Patrick Giraudou. Christelle Le Gales. Stéphane Moquay. Nathalie Guichard. Romain Vue.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026 : Marc-Antoine Tétrel mise sur l'innovation et une gestion saine pour Manéglise

Laure Ferrari

4-5 minutes

Candidat à sa propre succession aux municipales, Marc-Antoine Tétrel se présente avec une équipe composée d'élus sortants, de nouveaux colistiers et des projets afin de « poursuivre la dynamique pour Manéglise ».



La liste « Poursuivons la dynamique pour Manéglise » est conduite par le maire sortant, Marc-Antoine Tétrel. - DR



Publié: 7 Mars 2026 à 11h20 Temps de lecture: 1 min

Élu maire en 2020, [Marc-Antoine Tétrel est candidat](#) à sa propre succession. Il s'est entouré d'une équipe en partie renouvelée, aux profils variés. Leur programme, « *entre tradition rurale et modernisation* », s'articule autour de la poursuite de dossiers déjà engagés (finalisation des réseaux, transformation de l'école en logements, étude pour agrandir les vestiaires du stade et la salle

Henri Lemaître) et de nouveaux projets comme l'aménagement du Clos Saint-Germain ou l'aménagement d'un parc à la maison « Le Colombier », un lieu acquis par la commune et dont l'utilisation sera soumise à consultation des habitants.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ces derniers, quel que soit leur âge, sont au centre du programme. Des petits, avec la poursuite de la rénovation de l'école, aux aînés, avec l'étude de logements dédiés sur la commune. Et pour tous, le maintien des animations et autres rendez-vous permettant de créer du lien (fêtes, repas, concerts...).

« Zéro dette et zéro emprunt »

La sécurité n'est pas en reste avec la volonté de « *compléter le dispositif de caméras de vidéoprotection* », « *de réduire la vitesse dans le bourg et les hameaux* » ou « *la réorganisation du stationnement au cœur du village* ». C'est d'ailleurs là que Marc-Antoine Tétrel souhaite « *renforcer l'offre paramédicale, le soutien aux commerces, aux artisans, et maintenir le marché dominical* ».

« *Tout cela et d'autres choses encore avec zéro emprunt et zéro dette, et pas d'augmentation des impôts* », se targue le maire sortant, insistant sur le résultat comptable de la commune « *excédentaire, tous les ans* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Football – Ligue 1 : loin de la Porte Océane, le HAC se prend encore les pieds dans le tapis](#)

[Football – HAC : sanctionné, Timothée Pembele n'était pas du voyage à Brest](#)

[VIDÉO – HAC. « On prend deux buts absolument horribles », regrette Didier Digard](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Manéglise \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Municipales. Le Havre en Débat pour « plus de transparence et de concertation citoyenne »

Marie-Ange MARAINE

5-6 minutes

Dans la campagne municipale, le collectif citoyen Le Havre en débat tente de se faire une place face aux formations installées. À l'origine de cette dynamique, les vidéos de Sophie Zarifian donnent un visage au mouvement. Rencontre en trois questions.



Publié: 8 Mars 2026 à 12h52 Temps de lecture: 3 min

Son visage est devenu familier aux Havrais depuis qu'elle a lancé ses vidéos, début 2025 sur les réseaux sociaux, pour dénoncer la gestion municipale du Havre. Sophie Zarifian, fille du réalisateur connu du Havre, est aujourd'hui tête de liste du collectif citoyen Le Havre en Débat qu'elle a lancé. Des Havrais qui affirment autant leur indépendance que leur ancrage local. Un conseil citoyen, un centre médical municipal ou encore la gratuité des transports en commun sont les idées phare de leur programme. [Sophie Zarifian](#) revient sur son engagement... En trois questions.

Vous avez choisi les réseaux sociaux et la vidéo pour interpellier les Havrais depuis de longs mois. Pourquoi cette approche, loin des circuits politiques traditionnels ?

« D'abord, c'est mon métier puisque j'ai une formation de réalisatrice. Ensuite, j'ai réalisé un film sur la révolution en Égypte et comment les citoyens s'approprièrent la communication et rouvraient le dialogue. À mon retour au Havre en 2014, j'ai remarqué que les citoyens avaient trop peu d'espace de parole que j'estime indispensable pour faire vivre la démocratie. Je voulais créer un lieu où la parole est totalement libre et que les commentaires font vivre. C'est ensuite que c'est devenu un mouvement politique. Je ne l'avais pas envisagé au départ. »

Vous critiquez frontalement la gestion municipale actuelle. Qu'est-ce qui, selon vous, a le plus fragilisé la ville du Havre ces dernières années ?

« Oui, j'ai critiqué la gestion municipale dans mes premières vidéos car je trouvais que celle-ci manquait de clarté. Les décisions arrivaient dans les conseils de quartier en étant déjà actées. J'estime qu'il est possible de monter une gestion citoyenne, d'où le collectif qui a émergé. Et on voit ça dans d'autres villes, ce n'est pas qu'au Havre. Les citoyens ont leur mot à dire sur la politique qui est la plus proche d'eux. Alors oui, je trouvais que la gestion manquait de transparence et de concertation. »

Comment comptez-vous financer vos propositions dans un contexte budgétaire contraint ?

« Il suffit de réorienter les dépenses publiques. Par exemple, pour les projets écologiques, il faut faire appel aux fonds européens ou encore aux subventions pour les centres de santé... Il existe un éventail de possibilités selon les choix à mener. Et cela sans augmenter la fiscalité. Quant à la culture, Un Été au Havre ou les autres grands projets vitrine coûtent excessivement cher et ne laissent que du saupoudrage de subventions pour les structures culturelles locales. Il est possible de faire autrement, j'en suis sûre. Il faut simplement réorienter les politiques locales. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Football – Ligue 1 : loin de la Porte Océane, le HAC se prend encore les pieds dans le tapis](#)

[Football – HAC : sanctionné, Timothée Pembele n'était pas du voyage à Brest](#)

[VIDÉO – HAC. « On prend deux buts absolument horribles », regrette Didier Digard](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Municipales 2026. Avec « En action pour Cany-Barville », Éric Toullic se rend disponible pour sa ville

Mireille Loubet-Anquetil

5-6 minutes

Conseiller municipal de la majorité sortante, Éric Toullic se présente pour la première fois en tête de liste pour les municipales de mars 2026, avec « une équipe de terrain ».



Éric Toullic au centre (costume gris) est tête de liste aux municipales de mars 2026 à Cany-Barville. - E.T



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 8 Mars 2026 à 07h42 Temps de lecture: 1 min

Sur les 23 colistiers de la liste « En action pour Cany-Barville », huit sont issus de [la majorité sortante](#). Les quinze nouveaux venus ont rejoint l'équipe avec le souhait de « *raisonner pour l'ensemble des habitants. Notre façon de travailler, c'est d'être sur le terrain et de voir ce qui s'y passe* », indique Éric Toullic, tête de la liste. Retraité

de la centrale EDF de Paluel depuis novembre 2025, il est totalement disponible pour sa commune.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le programme s'articule en quatre points prioritaires. Pour la santé, la liste s'engage à faire venir deux médecins généralistes [au sein du Pôle de santé, ouvert en 2021](#). Une discussion avec la communauté de communes de la côte d'Albâtre s'engagera pour que ces médecins soient salariés de la Maison de santé communale. En matière de sécurité, un renforcement de la police rurale est prévu ainsi que la mise en place de feux tricolores intelligents pour sécuriser la traversée de la commune.

Notre façon de travailler, c'est d'être sur le terrain et de voir ce qui s'y passe.

Éric Toullic, Candidat tête de liste aux municipales à Cany-Barville.

Une vice-présidence requise

En vue de maintenir une offre commerciale dynamique, « *nous allons désigner un médiateur du commerce. Ce sera un élu* » indique Éric Toullic et pour renforcer l'attractivité de la commune, de nouvelles animations sportives et culturelles seront développées. Cany-Barville, commune « plus verte » se traduira par de l'éclairage public 100 % LED et par l'installation de panneaux solaires sur la toiture, en rénovation, de la place Robert-Gabel. Cette installation couvrira 10 % des besoins en énergie des bâtiments municipaux.

Enfin, Éric Toullic souhaite concentrer son action sur Cany-Barville : il ne sera donc pas candidat à la présidence de [la communauté de communes de la côte d'Albâtre](#). Mais sur les huit délégués communautaires canycais, « *nous postulerons pour obtenir une vice-présidence* ». Une réunion publique est prévue jeudi 12 mars 2026 à 18h30 à la salle Bailliage de Caux.

Éric Toullic, 59 ans. Marie-Louise Doulet, 72 ans. Jérôme Caumont, 56 ans. Annie Lefrançois, 70 ans. Jean-François Lamant, 61 ans. Jessyca Challis, 47 ans. Patrick Trenda, 62 ans. Constance Lange Gibourdel, 25 ans. Thierry Malandain, 61 ans. Barbara Lange, 52 ans. Silvère David, 66 ans. Tiffany Hamon, 46 ans. Frédéric Dignan, 61 ans. Sylvie Edde, 66 ans. Didier Brabant. Carole Fortis Jacquot, 44 ans. Gaël Nicolle, 34 ans. Marie-José Lelaumier, 59 ans. Jean-Jacques Havy, 53 ans. Angéline Levillain, 66 ans. Romain Da Costa, 36 ans. Camille Losson, 35 ans. Jean-Charles Fontaine, 69 ans.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. Pourquoi autant de conseillers municipaux à Petit-Caux qu'à Nice ?

Loïc Potier

6–8 minutes

La commune de Petit-Caux reste un cas particulier pour ces municipales 2026. Il faut réunir 69 personnes pour constituer une liste alors qu'il y a moins de 10 000 habitants autant que Nice qui compte plus de 350 000 personnes. Deux femmes sont à la tête de chacune d'elles.



Publié: 8 Mars 2026 à 11h18 Temps de lecture: 2 min

Ils seront plus nombreux qu'à Rouen et au Havre, et autant qu'à Nice au prochain conseil municipal de Petit-Caux, près de Dieppe avec 69 personnes. Pour constituer la liste ce n'est pas si simple et sur cette commune qui compte 9 518 habitants (2023), elles sont deux femmes à s'opposer pour devenir maire : Caroline Duhamel menant la liste : le cœur de nos villages et Annabelle Jacob à la tête de : Avec vous Petit-Caux autrement. La première est l'actuelle première adjointe du maire sortant Patrice Philippe et maire déléguée de Saint-Martin-en-Campagne et l'autre est la 4e adjointe au conseil municipal actuel et maire déléguée de Derchigny-Graincourt.

À cause de la fusion

Pourquoi autant de conseillers municipaux dans cette commune de moins de 10 000 habitants, qui, en théorie, devrait avoir 29 personnes. Cela est lié à la création même de Petit-Caux qui est un regroupement de 18 villages situés sur le plateau est de Dieppe, le 1er janvier 2016. Les élections municipales avaient eu lieu en 2014 et chaque village avait constitué son propre conseil. C'est ainsi que le premier conseil municipal de la ville de Petit-Caux, ils étaient 213. Par chance, il y a, à Belleville-sur-Mer, l'espace Scène en mer

qui pouvait accueillir tout le monde. Lors des élections municipales de 2020, le nombre de conseillers a été réduit à de plus juste proportion avec 69 personnes.

EPR2 : l'enjeu majeur

Caroline Duhamel et Annabelle Jacob ont recruté hommes et femmes désirant participer aux destinées de Petit-Caux qui héberge notamment le grand chantier EPR 2 de la centrale nucléaire de Penly avec tous les enjeux sociaux, économiques qui vont en découdre. *« Pour ma part, j'ai constitué une liste paritaire comprenant des habitants de tous les villages formant Petit-Caux. Je me suis attaché au prorata du nombre d'habitants par village. Il y en a davantage qui habitent Saint-Martin-en-Campagne et Derchigny-Graincourt car ce sont les villages les plus gros. »*

La poursuite des projets en cours



La photo de la liste : le cœur de nos villages. - Photo facebook le cœur de nos villages

Caroline Duhamel St Martin en Campagne	Marcelin Ampen St Quentin au Bosc	Bernadette Durand Berneval Le Grand
Patrice Philippe Berneval Le Grand	Stéphanie Maurice Berneval Le Grand	Patrice Malvoir Berneval Le Grand
Séverine Fréte-Machard Glicourt	Bernard Alix Brunville	Corinne Poix Bracquemont
Dominique Poirier Berneval Le Grand	Caroline Delettre Derchigny Graincourt	Ludovic Ringot St Martin en Campagne
Virginie Gremont Gouchaupré	Frédéric Guérin Guillemécourt	Charline Molina-Maret Bville sur Mer
Gino Lefranc Tocqueville sur Eu	Laure Dumanoir St Martin en Campagne	Jacques Beauval Greny
Mylène Sinet Berneval Le Grand	Grégory Dufour Belleville sur Mer	Annie Mirgoux Assigny
Marc Leroux Belleville sur Mer	Sandrine Devaux Penly	Raphaël Hédox Derchigny Graincourt
Maryvonne Dreulle Bracquemont	Hubert Heurtaux Intraville	Charlotte Pochelle Glicourt
Daniel Bucaille Assigny	Perrine Begin Gouchaupré	Mathieu Vasseur Greny
Martine Farcy St Martin en Campagne	Vincent Beucher Tourville La Chapelle	Valérie Laurence Tocqueville sur Eu
Gérard Recamp Intraville	Mélanie Thiebaut Brunville	Ludovic Aguez St Martin en Campagne
Claire Bouquet Berneval Le Grand	Florent Boutin Belleville sur Mer	Valérie Pochelle Bracquemont
Jérôme Boinet St Martin en Campagne	Marie Lovasseur Tocqueville sur Eu	Francis Roinet Penly
Alexia Dujardin St Martin en Campagne	François Vandenhende St Martin en Campagne	Christine Malvoir Berneval Le Grand
Pierre Longuemare Derchigny Graincourt	Christelle Gournier Penly	Bruno LeManach Assigny
Charlotte Leconte Auquemesnil	Yvan Duhamel Auquemesnil	Emile Hoffelner St Martin en Campagne
Sébastien Julien Penly	Jocelyne Linossier Glicourt	Vincent Poye Tocqueville sur Eu
Charlène Leroux Belleville sur Mer	Tom Gremont Gouchaupré	Ludvine Briet-Thullier Guillemécourt
Arnaud Poulter Bville sur Mer	Cécilia Giannina Guillemécourt	Daniel Delettre Brunville
Stéphanie Roix Greny	Alain Rouland Berneval Le Grand	Claire Martin Glicourt
Rénauld Vassard Tourville La Chapelle	Ludvine Coffinier Belleville sur Mer	Daniel Modard Greny
Stéphanie Lefèvre Berneval Le Grand	Jean Bary Derchigny Graincourt	Arlette Renaud Penly

La liste : le cœur de nos villages conduite par Caroline Duhamel - Photo le coeur de nos villages

D'un côté Caroline Duhamel souhaite s'appuyer sur l'expérience de Patrice Philippe. *« Nous avons décidé depuis longtemps que je prendrai la suite de Patrice Philippe qui voulait, de son côté, conserver son rôle de maire délégué de Berneval-le-Grand. Il connaît par cœur les grands dossiers en cours et je peux compter sur lui et sur la partie du conseil municipal actuel qui me suit pour*

cette nouvelle mandature. Nous allons poursuivre les projets en cours afin de garantir le bien-être et la sécurité de nos administrés. »

Plus grande autonomie des maires délégués



La photo des colistiers de : Avec vous, Petit-Caux autrement. -
Photo facebook Avec vous, Petit-Caux autrement

Liste des candidats au conseil municipal Avec vous, Petit-Caux, Autrement			
1. JACOB Annabelle Derchigny-Graincourt	19. AUBRUCHET Pascale Saint-Martin en Campagne	37. DUHAMEL Caroline Belleville sur Mer	55. MALOT Gwendoline Assigny
2. LEFEVRE David Guilmécourt	20. DENOITTE Bruno Berneval le Grand	38. GROSSET Christophe Gouchaupré	56. CLAUS Martin Guilmécourt
3. BIMONT Corinne Bracquemont	21. HEUX Barbara Biville sur Mer	39. HAZARD Martine Derchigny-Graincourt	57. HEBERT Pascale Glicourt
4. DE CLERCK Stéphane Belleville sur Mer	22. WINTER Eric Belleville sur mer	40. PORTOKALOPOULOS David Penly	58. MAZZONI Christophe Berneval le Grand
5. MERCIER Perrine Penly	23. HOCQ Maryse Derchigny-Graincourt	41. TINGA Sandra Guilmécourt	59. DE ROUSSEL DE PREVILLE Dorothée Brunville
6. HOCQ Bruno Derchigny-Graincourt	24. ANCEL Franck Berneval le Grand	42. BIMONT Alain Bracquemont	60. PANIER Aurélien Assigny
7. BRUNEL Angélique Biville sur Mer	25. ALIX Flavie Assigny	43. BRUMENT Mathilde Berneval le Grand	61. LION TEXIER Delphine Saint-Martin en Campagne
8. LION Olivier Saint-Martin en Campagne	26. BENET-VUE Thomas Tourville la Chapelle	44. FLEURY Michel Biville sur mer	62. DEFANCE Samuel Auquemesnil
9. BATTÉ Apolline Guilmécourt	27. GRESSENT Dorothée Saint-Martin en Campagne	45. DEMOULINS Véronique Biville sur Mer	63. MULOT Sarah Guilmécourt
10. LEMAÎTRE William Derchigny-Graincourt	28. CARPENTIER Clément Berneval le Grand	46. MERCIER Jean-Denis Penly	64. BAUMGARTHEN Stéphane Saint-Martin en Campagne
11. PÉRUSSSET Éléonore Berneval le Grand	29. PINCOT Maëva Derchigny-Graincourt	47. ADELIN Adeline Derchigny-Graincourt	65. BRASSART Audrey Assigny
12. LAMOUCHE Joachim Bracquemont	30. COUVEZ Doniphane Derchigny-Graincourt	48. MONNIER Sylvain Tourville la Chapelle	66. PILON William Bracquemont
13. AUBER Alizée Brunville	31. ADAM Lucile Brunville	49. TILLOULTE Houda Brunville	67. LOPEZ Doriane Saint-Martin en Campagne
14. CHEVALLIER Frédéric Berneval le Grand	32. ROCHETTE Mickaël Biville sur Mer	50. BATTEMENT Philippe Biville sur Mer	68. PAPIN Davy Intraville
15. DELAMOTTE Lucie Greny	33. QUILLAN Isabelle Penly	51. ROULAND Isoline Biville sur Mer	69. PILON Marie-Madeleine Bracquemont
16. ALIX Sébastien Assigny	34. BAYEUL Emmanuel Tourville la Chapelle	52. JULIEN David Saint-Martin en Campagne	
17. PILON-ROUSSEL Jennifer Belleville sur Mer	35. PETIT Marina Biville sur Mer	53. TÉTARD Sylvie Saint-Martin en Campagne	
18. MARQUET Pascal Berneval le Grand	36. DEFANCE Thibault Auquemesnil	54. BENET-VUE Gilles Greny	

La liste : Avec vous, Petit-Caux autrement pilotée par Annabelle Jacob. - Photo Avec vous, Petit-Caux Autrement

De l'autre côté, [Annabelle Jacob avait annoncé sa candidature en octobre 2025](#) suffisamment tôt afin de constituer une liste cohérente regroupant des habitants de tous les villages de la commune. Pour l'ironie de ce vote, il y a une Caroline Duhamel... autrement homonyme de la candidate n°1 de l'autre liste. « C'est

une liste sans étiquette politique » avait-elle déclaré. « Nous sommes une commune rurale atypique qui doit être gérée de façon atypique. Je propose une plus grande autonomie aux maires délégués qui sont en contact direct avec la population. » Elle aussi est bien consciente de la grande transformation de Petit-Caux avec le chantier EPR2 qui va mathématiquement apporter une population nouvelle. Il est à peu près sûr que la commune va dépasser les 10 000 habitants à court terme. Ce qui est certain est qu'il n'y aura qu'un seul tour et que le prochain maire de Petit-Caux sera une femme.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Communauté de communes Aumale-Blangy : trois projets financés par la Région et le Département](#)



Municipales 2026. À Tourville-sur-Arques, modernité et virage environnemental pour Yoann Collin

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

5-6 minutes

Yoann Collin a bien réfléchi et propose à ses administrés de faire un 2e mandat, pour continuer le « bon boulot » entamé avec son équipe, qui sera renouvelée du tiers. Les idées ne manquent pas, notamment en matière environnementale.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 9 Mars 2026 à 07h35 Temps de lecture: 2 min

Dans sa belle mairie vaste, lumineuse et bien agencée, il se sent bien, au milieu de ses posters de groupes de rock et autres tableaux d'artistes contemporains ou maillot encadré du Stade toulousain de rugby. Et après réflexion, il a décidé de se représenter pour un deuxième mandat. Yoann Collin, 43 ans, est maire depuis 2020 de cette jolie petite commune « *de 1 216 habitants* », où il a encore envie de réaliser des projets.

Du « bon boulot »

« L'envie d'y retourner ne suffit pas : il faut réfléchir, car c'est un engagement devant les habitants. Et c'est du temps que l'on prend, au service des autres. » Ce père de trois enfants a d'ailleurs décidé, au début de son premier mandat, de mettre en sommeil son auto-entreprise d'électricité pour se consacrer au mieux à sa commune... sans négliger sa famille.

Ce qui lui a permis « *de faire du bon boulot, avec mon équipe* » : école « *modernisée avec une première adjointe fabuleuse qui a*

pris cela en charge », aménagement de l'ancien bâtiment technique en Maison d'assistantes maternelles, terrain multisports, représentation de la commune dans le paysage local (notamment pour la réouverture de la RN 27), début du « virage environnemental »...

Un élu « facilitateur »

Les projets ne manquent pas : intervention de l'acteur Alexis Desseaux et d'une chorégraphe pour le centre de loisirs, modernisation de l'équipement sportif, restauration de l'église, aménagement du rond-point avec le Département, accueil d'une nouvelle entreprise dans les locaux Vandevoorde, poursuite du « virage environnemental » (chauffage des bâtiments communaux, menus de la cantine, carports pour les vélos à l'école, mobilités douces, voiture électrique en autopartage...). « *Ce n'est pas parce qu'on est à la campagne qu'on ne peut pas être moderne.* » Un credo qui emporte les 15 candidats de sa liste, « *renouvelée pour un tiers* » et où figurent des Tourvillais de 20 à 66 ans de tous horizons.

Ancré à droite dans une liste apolitique, Yoann Collin, dont le père « *a travaillé vingt ans avec Antoine Rufenacht* », sait pouvoir compter sur un réseau d'élus amis « *pour être facilitateur* ». Comme cette fois où Agnès Pannier-Runacher a permis de lui faire obtenir une subvention de 55 000 € pour son city-stade. Suppléant d'André Gautier (LR) au Département, il est le représentant des trois collèges Cocteau, Braque et Delvincourt. Et il se verrait bien, à la faveur de cette nouvelle élection municipale, « *mettre mon énergie au service de l'Agglo, d'un collectif et des habitants* »... Sans autre liste en face de lui, il est assuré de rester maire et de siéger à l'Agglo. Mais à quel poste ?

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Face aux besoins croissants en santé mentale, l'hôpital du Rouvray créé de nouvelles unités

4-6 minutes

Le centre hospitalier du Rouvray, spécialisé dans la santé mentale, s'est engagé dans une démarche de réorganisation de son fonctionnement pour mieux répondre aux besoins actuels.

Sur le même thème

[CH du Rouvray](#)

[Psy](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Le centre hospitalier du Rouvray, dans l'agglomération de Rouen (Seine-Maritime), s'est engagé dans une démarche de transformation visant à mieux répondre aux besoins croissants en matière de santé mentale. (©FM/76actu)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 6 mars 2026 à 19h14

C'est **un des enjeux majeurs** actuellement en termes de santé publique : la santé mentale. Dans l'agglomération de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#), le [centre hospitalier du Rouvray](#), rive gauche, spécialisé dans ce domaine, doit faire face à **des besoins croissants**. Notamment chez les jeunes, pour qui le nombre de prises en

charge a explosé en 10 ans et dont les profils cliniques se sont complexifiées.

Une situation qui n'est pas sans créer des tensions dans les services, [en crise depuis plusieurs années](#). Dans ce contexte, l'établissement — qui emploie plus de 2000 équivalents temps plein — a engagé une réorganisation de son fonctionnement, depuis le début de l'année 2026, qui inclut **la création de nouvelles unités** dédiées à des publics précis et la mise en place de nouveaux dispositifs. En voici quelques uns.

Une restructuration de la pédopsychiatrie par tranche d'âge

L'idée est de ne pas mélanger des publics dont les profils et les besoins peuvent être très différents selon les âges et pour qui **la cohabitation peut entraîner des tensions — voire des violences — supplémentaires**. L'offre de soins en pédopsychiatrie se restructure ainsi en plusieurs unités, qui remplacent l'ex-unité Rimbaud : **hôpital de jour Éclair** (5 puis 10 places pour les 8-12 ans) ; **unité d'hospitalisation Soléa** (pour les moins de 12 ans, 8 lits dont des lits de recours, de post-urgence et d'urgence pour les situations exceptionnelles) ; **unité d'hospitalisation Astrolabe** (10 lits pour les 13-17 ans).

Pour cette dernière tranche d'âge (13-17 ans), des projets sont en cours cette année : unité post urgence (10 lits) ; hôpital de jour intensif (5 places) ; équipe mobile spécialisée dans l'intervention en milieu de vie.

Vers une meilleure régulation des prises en charge

Face à la progression du nombre de prises en charge, et pour limiter l'accès aux urgences psychiatriques, le CH du Rouvray **repense sa filière de soins non programmés**, en se dotant de dispositifs nouveaux : **Régul'Psy** (plateforme de régulation psychiatrique accessible par téléphone via le 15 ou le 116 117, qui complète le numéro national de prévention du suicide, le 31 14) ; **l'unité de court séjour (UCS)** [ouverte en fin d'année 2025](#) ; **SéCur** (équipe mobile pour une prise en charge intensive alternative à l'hospitalisation, sorte de maillon manquant entre l'ambulatoire et l'hospitalisation complète).

Un contexte seinomarin préoccupant

"Concernant la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, nous sommes dans une région où les paramètres sont préoccupants, sur le suicide des jeunes, les addictions ou les troubles du comportement alimentaire, souligne Priscille Gerardin, cheffe de

pôle au CH du Rouvray et cheffe de service au CHU de Rouen, les deux établissements travaillant en synergie. Nous avons une population vulnérable en termes de protection de l'enfance. En 10 ans le nombre de passages aux urgences psychiatriques est passé de 330 à 1300, avec une augmentation accrue après la période Covid. Cela accentue la pression sur les équipes qui doivent faire face à des situations plus complexes et à une augmentation des violences. Tout cela a conduit à beaucoup de crises, l'enjeu étant de savoir comment faire pour prendre du recul vis à vis d'elles."

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Après la fin du corps, l'inspection générale de l'administration renforce la transmission de ses valeurs

Paul Idczak

4-5 minutes

Cela fait désormais plus d'un an que l'innovation se déploie au sein de l'inspection générale de l'administration, au ministère de l'Intérieur. Début 2025, le service a décidé de mettre en place un nouveau levier RH, qui a pris la forme de moments d'échange informels intergénérationnels. Leur petit nom : les ateliers "Transmission".

Concrètement, à chaque départ en retraite d'un inspecteur général, celui-ci se voit systématiquement proposer d'animer un temps d'échange informel, d'une durée libre *"de rarement moins de 2 heures"*, explique Frédéric Pichon, adjoint du [nouveau chef de l'IGA, Charles Moreau](#), et initiateur de cette nouveauté. En janvier, la dernière inspectrice générale en date à s'être livrée à l'exercice est l'ancienne préfète Catherine Ferrier, qui avait rejoint l'inspection en 2003. Une quinzaine de ses collègues avaient alors répondu présent pour écouter son témoignage.

"Faire corps sans corps"

Ces moments organisés en interne, qui prennent la forme d'un entretien collectif de travail où la participation est libre, sont une manière, au sein du service, de continuer à *"faire corps sans corps"*, pour reprendre l'expression utilisée par de nombreux membres des grandes inspections générales de l'État depuis la mise en extinction de leurs corps, à la suite de la réforme de la haute fonction publique, début 2023. S'il utilise lui-même cette expression, le numéro 2 de l'IGA tempère tout de même : *"Il ne s'agit pas d'être dans une logique corporatiste, mais de transmettre un positionnement assez original au sein de l'État, qui fait notre spécificité."*

Lire aussi : [Charles Moreau nommé chef du service de l'inspection générale de l'administration](#)

C'est en effet dans le contexte de transformation du corps que l'inspection générale rattachée à la place Beauvau a souhaité lancer ces ateliers. Avec la fin de la logique de carrière et la fonctionnalisation de l'IGA, les nouvelles recrues, qui ne sont plus issues de l'ex-ENA, ne sont plus promises à rester des années, mais sur une durée réduite de cinq ans, renouvelable une fois, avant de voler vers d'autres cieux administratifs. L'inspection a donc renforcé son panel de formations à destination des nouvelles têtes recrutées sur emploi fonctionnel, histoire qu'elles s'imprègnent plus rapidement de la culture de la maison.

Missions communes et “compagnonnage”

Les ateliers “Transmissions” se placent, vis-à-vis de cette offre interne, comme un outil supplémentaire, moins cadré et plus informel. *“Nos collègues ont vraiment carte blanche pour raconter, aussi longtemps qu'ils le veulent, les grands moments de leur carrière à l'inspection, et répondre aux questions des participants”*, souligne Frédéric Pichon. De nombreuses interrogations émanent par exemple des jeunes inspecteurs sur des thèmes relatifs aux méthodes professionnelles, ou à des sujets plus délicats, tels que les manières de maintenir la culture d'indépendance, garante de la qualité des travaux des inspections générales de l'État. Pour Frédéric Pichon, ces ateliers représentent l'occasion idoine pour poser ce genre de questions, *“qui sont plus difficiles à évoquer dans les autres situations du quotidien”*.

Lire aussi : [Après une polémique, la ministre Catherine Vautrin finit par signer la promotion d'une inspectrice de l'Igas](#)

Ces rendez-vous vont se poursuivre en 2026, puisque l'IGA devrait voir au moins trois inspecteurs généraux partir à la retraite dans les prochains mois. Mais Frédéric Pichon rappelle que ces retours d'expérience, qui visent également à renforcer la collégialité au sein du service, seraient moins efficaces sans le partage intergénérationnel qui prend place lors de la réalisation concrète et commune des missions. *“La meilleure des formations possibles reste d'effectuer des missions avec quelqu'un qui a de l'expérience”*, souligne ainsi l'adjoint au chef de l'IGA, en évoquant le “compagnonnage” de trois mois réalisé par les nouveaux arrivants au service auprès d'inspecteurs expérimentés, permettant une intégration “express”.

Dans la fonction publique territoriale, les femmes gagnent moins... sauf dans le top 10 des rémunérations

Marie Malaterre

4-5 minutes

Alors que la DRH de l'État a publié en début de semaine ses derniers [chiffres sur les écarts de rémunération entre fonctionnaires hommes et femmes dans les ministères](#), le centre interdépartemental de gestion (CIG) de la petite Couronne, en partenariat avec la Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG) et l'association nationale des directeurs de la fonction publique territoriale (ANDCDG), s'est plongé dans les rapports sociaux uniques (RSU) des collectivités territoriales afin de prendre le pouls de l'égalité – ou plutôt des inégalités – salariales au sein des collectivités.

Si, en 2025, au sein des ministères, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes fonctionnaires s'élevait à 9,8 % – en recul de 5 points en dix ans –, le salaire brut annuel des femmes dans les collectivités est inférieur de 7 % en moyenne à celui des hommes. Les femmes gagnent ainsi 31 938 euros bruts sur l'année, contre 34 079 euros pour leurs homologues masculins.

Des écarts dans toutes les filières de la territoriale

En neutralisant les effets de quotité de travail avec, notamment, le temps partiel qui concerne davantage les femmes, les écarts persistent. Ils sont observés dans toutes les filières et catégories hiérarchiques de la fonction publique territoriale, les hommes percevant systématiquement une rémunération supérieure à celle des femmes.

Lire aussi : [Rémunérations dans la fonction publique : la ségrégation des corps reste le premier obstacle à l'égalité professionnelle](#)

Les écarts les plus significatifs se situent en catégorie A. À titre d'exemple, dans la filière médico-sociale, les hommes gagnent presque 10 000 euros de plus que les femmes par an. Aussi, des

différences importantes persistent dans la filière administrative – 4 880 euros de moins pour les femmes – , ainsi que dans la filière technique, où la présence d'emplois fonctionnels contribue à accentuer les différences.

Des inégalités face aux points de prime

Au sein des collectivités, les hommes sont également favorisés en ce qui concerne les primes. En 2023, les primes représentaient ainsi 21 % de la rémunération annuelle des hommes, contre 18 % de celle des femmes. La filière incendie-secours, bastion masculin, est celle où les primes représentent la part la plus élevée de la rémunération, tous genres confondus (34 %). À l'inverse, les filières animation et sociale, très féminisées se caractérisent par les proportions de primes les plus faibles. Aussi, au sein même des filières, des écarts genrés persistent. Dans la filière technique, les hommes perçoivent en moyenne 3 points de primes supplémentaires par rapport aux femmes, et dans la filière administrative, cet écart atteint 4 points en faveur des hommes. Dans la filière sociale, très féminisée, l'écart est encore plus marqué, avec 5 points de plus pour les hommes.

L'analyse met aussi en avant un accès aux heures supplémentaires majoritairement masculin. En 2023, les hommes fonctionnaires ont perçu en moyenne 175 euros bruts de plus que les femmes au titre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires. De même, parmi les contractuels sur emploi permanent, les hommes ont bénéficié d'un écart moyen de 120 euros bruts en leur faveur par rapport aux femmes pour ces mêmes indemnités.

Un constat encourageant

Petite éclaircie néanmoins en ce qui concerne les 10 plus hautes rémunérations autour desquelles les femmes semblent tirer leur épingle du jeu. Il y a certes moins de femmes qui y figurent, mais elles sont mieux rémunérées. Pour rappel, les collectivités et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 40 000 habitants doivent renseigner la masse salariale brute annuelle cumulée des 10 rémunérations les plus élevées chaque année dans le RSU et la publier sur leur site Internet. En 2023, on recensait alors 5 725 femmes et 6 224 hommes, soit un taux de féminisation de 48 %, mais les femmes percevaient une rémunération annuelle supérieure de 9,7 % à celle des hommes. La rémunération moyenne des femmes était ainsi de 119 993 euros, contre 109 375 euros pour les hommes. Un constat encourageant dans la lutte contre les inégalités salariales dans la fonction publique.

Le Comité des finances locales ménage les intercommunalités sur la répartition de la DGF

Par *Philippine Ramognino*

5-7 minutes

Les débats ont été intenses, mais les intercommunalités ont fini par avoir gain de cause. Comme chaque année, le Comité des finances locales (CFL), qui s'est réuni mardi 24 février, s'est penché sur la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Composé de représentant des collectivités locales, de l'administration centrale de l'État et de parlementaires, il n'a pas seulement un rôle consultatif : au-delà de se prononcer sur les projets d'arrêtés ayant un impact sur les finances locales, il intervient, une fois la loi de finances adoptée, pour définir les modalités de répartition de la DGF.

Si c'est bien la loi qui fixe les grandes règles de répartition comme son montant, le comité détient en effet *"quelques éléments de curseur"* pour faire varier certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, selon les mots de Nicolas Laroche, responsable du pôle "Finances et fiscalité" à Intercommunalité de France. C'était l'objet de la réunion de la semaine dernière, durant laquelle plusieurs points ont été débattus.

Enveloppes qui augmentent mais gel de la dotation

Le comité a dû arbitrer face une situation délicate pour les finances locales, dans la mesure où les montants de la dotation globale de fonctionnement ont été fixés dans la loi de finances 2026 au même niveau que celui de 2025. Or, en parallèle, certaines enveloppes de la DGF devaient progresser : d'un côté la dotation de solidarité rurale (DSR) de 150 millions d'euros, et, de l'autre, la dotation de solidarité urbaine (DSU), pour un montant de 140 millions d'euros. *"Forcément, si l'enveloppe globale est stable mais qu'au sein de celle-ci il faut augmenter certaines parts, cela signifie que vous devez diminuer d'autres parts"*, vulgarise Nicolas Laroche.

Lire aussi : [Budget 2026 : le gouvernement enterre son projet de](#)

fonds d'investissement pour les territoires

Par ailleurs, toujours au sein de la DGF, d'autres enveloppent, encadrées par des règles qui prévoient une évolution en fonction de la population, augmentent mécaniquement. Résultat : la population étant en légère croissance, ces dotations doivent augmenter. Une hausse qui se rajoute finalement aux besoins de financements précités : aux 290 millions d'euros, il fallait ajouter 30 millions d'euros correspondant à l'accroissement de l'enveloppe fondée sur la population. *“C'était donc en réalité 320 millions d'euros que le CFL devait financer, en décidant quelles dotations devaient diminuer pour couvrir ses besoins de financement”*, résume Nicolas Laroche.

Et cela, sans compter les 90 millions d'euros de dotation de péréquation des intercommunalités. *“Selon la loi, pour la financer, il faut prendre à certaines un bout de DGF. L'enveloppe globale demeure la même, mais on répartit différemment*, poursuit l'expert. *À l'inverse, s'agissant de l'accroissement des besoins de financement des communes (320 millions d'euros en tout), ils sont financés selon le choix du CFL”*. Le comité des finances locales devait donc trancher entre la baisse de la dotation forfaitaire des communes, et la baisse de la dotation de compensation des intercommunalités.

Des intercommunalités ménagées

Alors, quel curseur a-t-il choisi pour parvenir à financer l'augmentation des composantes communales ? Historiquement, ou en tout cas depuis 2013, le CFL décidait *“quasiment systématiquement”*, rappelle Nicolas Laroche, de financer 60 % des besoins par un prélèvement de la dotation forfaitaire des communes, et de financer les 40 % restant en diminuant la dotation de compensation des intercommunalités. Mais, cette année, celles-ci ont été ménagées.

Lire aussi : [“Être transformé en opérateurs de l'État” : au sein des collectivités, la baisse de l'autonomie financière alimente les craintes](#)

La motivation du CFL était double. D'un côté, le besoin global à financer est en forte augmentation par rapport aux années précédentes, *“où le législateur avait voté un abondement léger, mais prévu pour financer la hausse de cette composante”*, relate Nicolas Laroche, mais la DGF a été gelée. De l'autre, les efforts d'économies demandés dans la loi de finances pour 2026 ont majoritairement impacté les intercommunalités : selon le chiffrage d'Intercommunalités de France, elles supportent 50 % des

restrictions budgétaires, tandis qu'elles représentent seulement 20 % de la dépense. *“Pour ces deux motifs, un besoin de financement qui augmente et des intercommunalités déjà très sollicitées, les élus intercommunaux qui siégeaient ont demandé à ce que la répartition du besoin de financement des dotations entre communes et intercos soit revue, en sollicitant moins les intercommunalités que les années précédentes”*, relate Nicolas Laroche. Le CFL s'est finalement mis d'accord, *“après des échanges assez intenses”*, pour faire financer la hausse des dotations communales à 80 % par les communes, et seulement à 20 % par les intercommunalités.

“La contribution au sein de la DGF a effectivement été atténuée par rapport aux années précédentes, mais cela reste une contribution : en 2026 on leur retire un bout de DGF pour le donner aux communes”, tempère tout de même l'expert. Certes son niveau a été substantiellement amoindri par rapport aux années précédentes, mais cela demeure un prélèvement de la dotation générale de fonctionnement intercommunale au profit de la dotation communale.